

POURQUOI JE SUIS ANTISÉPARATISTE

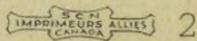
JEAN-CHARLES HARVEY



 LES ÉDITIONS DE L'HOMME

\$10

POURQUOI JE SUIS
ANTISÉPARATISTE



TOUS DROITS RÉSERVÉS
Copyright, Ottawa, 1962

JEAN-CHARLES HARVEY

**POURQUOI
JE SUIS ANTISÉPARATISTE**

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SUÛRE
R

LES ÉDITIONS DE L'HOMME
MONTRÉAL

Distributeur exclusif

L'Agence de Distribution Populaire Enrg.
1130 est, LaGauchetière, Montréal
Téléphone: LAfontaine 3-1182

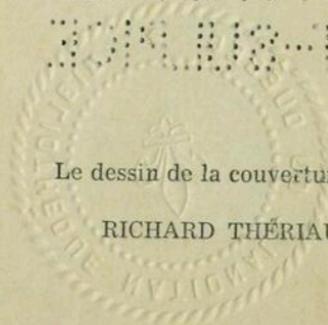
FC
2925.9
N3H37

13

3U00NTOL188E
3019.112-7MA2

Le dessin de la couverture est de

RICHARD THÉRIAULT



Du même auteur

- MARCEL FAURE, roman (1922) éditions Marquis;
PAGES DE CRITIQUE, (1926), éditions du Soleil;
L'HOMME QUI VA..., nouvelles (1929), Prix David;
LES DEMI-CIVILISÉS, roman (1934), éditions du To-
tem;
SÉBASTIEN PIERRE, nouvelles (1935), Imprimerie de
Lévis;
ART ET COMBAT, mélanges (1938) éditions Bernard
Valiquette;
LES GRENOUILLES DEMANDENT UN ROI, (1942),
essai politique et social, éditions de l'hebdomadaire
Le Jour;
LES PARADIS DE SABLE, roman (1953), Institut Lit-
éraire du Québec;
SACKCLOTH FOR BANNER, traduction anglaise des
Demi-Civilisés (1938), éditions MacMillan;
THE ETERNAL STRUGGLE, essays (1943), Forward
Publishing Company;
LA FILLE DU SILENCE, poèmes (1958), éditions d'Or-
phée.
Toutes ces éditions sont actuellement épuisées
LES DEMI-CIVILISÉS, (réédition) 1962, Les Editions
de l'Homme.

203927

En guise de préliminaire

Un mot à nos demi-frères

En 1937, lorsque je fondai mon hebdomadaire *Le Jour*, à Montréal, le Québec traversait une crise de séparatisme. Quelques jeunes gens de talent, animés de bonnes intentions, voulaient fonder, en marge d'une confédération qui réduisait Baptiste au rôle de cousin pauvre, une république indépendante et maîtresse de sa destinée. Pour des raisons que me dictait le sens des réalités, je décidai de faire échec à ce mouvement dans toute la mesure de mes moyens. C'est pourquoi je mis l'unité canadienne en tête de mon programme de combat.

Neuf années durant, la lutte se poursuivit sur ce terrain. Ce fut une époque de ma carrière où je me montrai dur, parfois violent, à l'endroit des supernationalistes en qui je voyais un danger pour l'existence même de mon pays, le Canada. Bien peu de gens aiment à entendre la dénonciation de leurs fautes ou de leurs défauts. Le journaliste coupable d'une telle franchise se fait peut-être quelques amis, mais aussi beaucoup d'ennemis.

La nouvelle vague

Voici qu'aujourd'hui renaît, plus vive et sans doute mieux organisée, une poussée de jeunesse vers l'indépendance du Québec. Tout autour s'est faite une publicité si abondante et tapageuse qu'il semble nécessaire de faire entendre un autre son de cloche. On ne s'étonnera donc pas de me revoir sur la brèche, après des années de silence sur un problème que j'eus la naïveté de croire résolu après la deuxième guerre mondiale.

Mais avant d'énumérer les motifs qui m'opposent au séparatisme, je ne saurais oublier les responsabilités de nos compatriotes de langue anglaise dans l'agitation actuelle. S'ils avaient compris qu'on ne traite pas en citoyens de seconde classe, des hommes de sang français, s'ils avaient moins affiché des attitudes de "race supérieure", moins froissé les sentiments de fierté et de dignité qui habitent l'âme de notre peuple, nous ne nous verrions pas, aujourd'hui, dans l'obligation de venir, une fois de plus, au secours de notre vieille institution fédérale.

A nous la langue de l'autre

La langue française, si chère au coeur des nôtres, n'a jamais eu la place qui lui revenait hors de nos frontières provinciales. Même chez nous, en plein Québec, c'est en nombre infime que les anglophones, que j'appellerais nos demi-frères, parce qu'ils ne sont pas de la même mère, se sont donné la peine d'apprendre le minimum de français qui leur eût permis d'établir avec nous des contacts fraternels. C'est toujours à nous à parler la langue des autres, sans quoi on ne nous comprend pas. Nous sommes assez réalistes pour nous rendre compte que l'anglais, en Amérique du Nord, est indispensable; mais nous sommes bien déterminés, en dépit de cette situation inévitable, non seulement à conserver le parler de nos pères, mais à le perfectionner sans cesse, de façon à en accroître la valeur culturelle.

C'est ce qui fait que, chez nous du moins, nous sommes en droit d'exiger que cette langue soit un objet de respect et de considération. Il faut donc faire entendre à nos demi-frères quelques vérités. Pourquoi, leur demanderons-nous, la plupart d'entre vous ne savent-ils rien du français que "bonjour", "bonsoir", "au revoir", "jé vo aimé" et autres banalités? Ça fait deux cents ans que vous avez l'occasion de nous coudoyer. Le temps ne vous a pas manqué. Au lieu d'employer ces deux siècles à pratiquer une sorte d'intimité, par le verbe, avec nos curés, nos avocats, nos notaires, nos médecins, nos maîtres et maîtresses d'écoles et nos admirables paysans, vous n'avez jamais pu les aborder par d'autres mots que ceux-ci: "Moâ pas parler French."

La Reine n'est pas "allergique" au français

D'aucuns, pour excuse, ont mis cette ignorance sur le compte de la timidité saxonne et des difficultés techniques ou syntaxiques du français. D'autres — du côté anglais, ceux-là — ont inventé la fable du *patois canayen* par opposition au *Parisian French*. Foutaise que tout cela! Si les Anglais étaient si timides, s'ils n'avaient aucune aptitude pour apprendre autre chose que leur propre dialecte, on devra nous expliquer pourquoi la reine Elisabeth s'exprime si facilement en un français impeccable, pourquoi la plupart des Anglais de bonne famille et de bonne éducation, en Angleterre, manient si bien et avec tant de fierté les vocables de Racine, de Molière, de Pascal et de Bossuet. Il ne suffit donc pas d'être de sang anglais pour être imperméable au français. Il faudrait en conclure que si nos anglophones canadiens sont demeurés réfractaires au parler d'un groupe qui forme près du tiers de la population totale de ce pays, c'est qu'ils n'y ont attaché aucune importance. Que de maladresse!

En ce sens, les Anglo-Canadiens, dans l'ensemble, sont en partie, même en très grande partie, responsables

de la vague de séparatisme qui déferle actuellement sur le Québec. On sait que je me suis battu pour le maintien du lien fédéral. C'est en pensant aux multiples dangers d'un isolement en vase clos et à l'avenir immense d'un pays en train de devenir une puissance mondiale à laquelle n'importe qui serait fier d'appartenir que je m'oppose à la sécession tout en appuyant de toutes mes forces l'idée de l'autonomie la plus large et la plus fructueuse. Je suis persuadé que par la culture, par les oeuvres et par l'esprit créateur, nos enfants et nos arrière-petits-enfants occuperont les tout premiers sièges de l'orchestre confédératif et non plus le fond de la salle.

En attendant, nos compatriotes anglophones, après un sérieux examen de conscience, devront admettre que Baptiste n'est pas satisfait de jouer éternellement le troisième violon à Ottawa, d'avoir été constamment écarté des leviers de commande de la grande industrie qui exploitait ses richesses naturelles et occupait son propre territoire, de n'avoir à peu près pas participé au jeu de la haute finance, dans un milieu où il forme 80 p. c. de la population.

Au cours du dernier quart de siècle, des changements profonds se sont produits dans les structures éducatives et dans la pensée du Canada français. De l'autre côté de la barricade, dans l'autre *solitude*, on aurait dû s'en rendre compte. Il n'est peut-être pas trop tard pour qu'on y adopte une attitude nouvelle, en vue d'une conciliation essentielle à l'unité dans la diversité canadienne.

Le rideau d'intouchables

Dans la grande industrie, le grand commerce et divers services publics, presque tous les postes-clés sont allés, jusqu'à ces derniers temps, à des anglophones incapables de balbutier deux phrases en français. Les nôtres restaient collés à des emplois subalternes, incapables de percer une sorte de rideau d'intouchables, tout aussi impénétrable que le rideau de fer. Nous voulons bien con-

céder que notre système d'éducation, dans le passé, ne préparait guère aux carrières pratiques et que, d'autre part, les chefs d'entreprises, redevables de leur situation au placement de capitaux anglais ou américains, capitaux absolument nécessaires au développement d'un pays trop jeune, ne pouvaient guère s'empêcher, au début, de réserver leur faveurs et leur confiance à des personnes de leur espèce; mais la chose dura vraiment trop longtemps, et le jour devait venir où une protestation se ferait entendre dans les clameurs de la foule.

Pas mal, pour des incapables!

On a affirmé que nous manquions de compétences dans ces domaines où la science et la technique dominent. C'est peut-être vrai jusqu'à un certain point. Mais lorsque se produisit le réveil canadien-français il y a plusieurs années déjà, qui s'est donné vraiment la peine de rechercher sérieusement nos compétences? Car nous en avons. Au début du mois de mai dernier, un de mes amis me signalait un fait typique et digne d'attention. Dans la défunte Montreal Light Heat and Power, dit-il en substance, à peu près aucun Canadien français n'occupait une situation de réelle importance. On donnait l'impression que les nôtres étaient frappés d'incapacité congénitale et qu'une direction anglo-canadienne ou autre du genre était indispensable. A tel point que nous avons commencé par le croire nous-mêmes. Vint l'étatisation avec la création de l'Hydro-Québec. On ne sait par quel miracle les cadres purent être réorganisés, les emplois redistribués, les responsabilités partagées, le tout avec du talent en majorité canadien-français. Fut-ce une catastrophe? Nos ingénieurs, techniciens, spécialistes en électronique et autres remplirent si bien leur tâche que personne aujourd'hui ne songerait à les remplacer. Bien au contraire!

L'espace mis à ma disposition ne me permet pas de citer maints faits semblables. Qu'il me suffise d'affirmer

que mes compatriotes de langue française, en raison des progrès rapides de notre système d'enseignement, ont à peu près fini de prendre au sérieux l'accusation d'incapacité. Ce qui était vrai hier ne l'est plus aujourd'hui et le sera encore moins demain.

Eux aussi sont de bonne race

Observez que les Anglo-Canadiens ne sont pas nos ennemis, loin de là. Je compte, chez eux, de nombreux amis qu'animent une grande sincérité, un désir de justice et une sympathie réelle pour les Canadiens français. Quand on les connaît bien, on constate que ce sont des gens comme nous, très simples et très humains. On ne peut s'empêcher, en les fréquentant, de songer qu'ils sont les héritiers d'une grande nation, et que celle-ci, au lieu d'abuser, comme tant d'autres dans le passé, des fruits de la conquête, eut le fair play de respecter la langue, la foi et la tradition de notre petit peuple. Et tous ceux d'entre nous qui connaissent l'histoire ne peuvent se défendre d'un sentiment d'admiration envers les institutions politiques et parlementaires de la Grande-Bretagne. Ce sont les meilleurs au monde.

Malheureusement, il est arrivé que la vie coloniale, chez les descendants du Old Country a engendré, à la longue, une sorte de défiance à l'égard d'une minorité terriblement prolifique et décidée à vivre. De là certaines fautes ou maladresses qui, au début de ce siècle, ont semé le mécontentement et l'amertume chez les groupes de Canadiens français épars dans la confédération, fautes et maladresse qui eurent, dans le Québec, une répercussion douloureuse. Je veux parler surtout de l'inoubliable question des écoles séparées.

Serions-nous les noirs du Canada?

Au point de vue scolaire, les nôtres n'ont pu recevoir, en dehors des limites québécoises, le traitement généreux et juste que le Québec accorde, depuis toujours, à l'élé-

ment anglo-protestant. Aussi longtemps qu'un contraste aussi flagrant persistera au sein de notre pays, il sera inutile, je crois, de parler très sérieusement d'harmonie et de bonne entente. Car une telle discrimination peut se comparer, jusqu'à un certain point, à celle qui afflige le sud des Etats-Unis, entre blancs et noirs.

Par contre, l'idée séparatiste tomberait du jour au lendemain, j'en suis sûr, si les provinces anglophones, oubliant les vaines craintes du passé, mettaient un terme à leur tactique d'anglicisation scolaire.

Dans la Semaine Commerciale de Québec, en date du 19 janvier dernier, l'éditeur Louis-A. Bélisle, auteur d'un dictionnaire canadien fort répandu, publiait un article antiséparatiste, dans lequel il émettait cette opinion qui, j'en suis sûr, reflète le sentiment d'une majorité canadienne-française:

"La solution la plus logique, pour tirer avantage du vent d'indépendance qui souffle de partout, serait celle-ci: *exiger une révision de la Constitution qui accorderait aux minorités francophones, d'un bout à l'autre du Canada, des avantages identiques à ceux que le Québec a accordés aux minorités anglophones...* Il faut que cette égalité nous soit accordée sans restriction, sans arrière-pensée et aussi généreusement que nous l'avons fait nous-mêmes. Il faut que nous nous tenions comme un seul homme devant cette revendication, que nous n'en démordions pas."

N'est-ce pas là un désir raisonnable? Autrement, le Canadien de langue française, se sentira toujours considéré comme un étranger dans son propre pays, un immigrant de fraîche date à qui il faut apprendre les vertus du "melting pot".

Je n'ignore pas les obstacles d'ordre légal, sentimental et même pédagogique que peut offrir une telle solution; mais s'il était vrai que l'unité canadienne, c'est-à-dire le salut même de notre patrie, dépendit d'une telle mesure, on aurait tort de reculer devant les difficultés.

Que nos demi-frères cessent d'imaginer que leur sort est en jeu dans cette perspective. Qu'ils se tranquillisent! Qu'ils sachent concéder aux Canadiens d'origine française assez de sens pratique, de réalisme et de bon sens pour apprendre et parler la langue de la majorité dans le milieu où ils choisissent de vivre. Ils l'ont démontré dans le passé. Ils le prouveront dans l'avenir.

Le séparatisme, un mal utile?

Et si le mouvement séparatiste, que je dénonce plus loin, avait pour effet de ramener l'égalité des deux races dominantes du Canada dans toutes les provinces, il nous faudrait avouer qu'il n'aura pas été inutile. Je dirai même — tant il est vrai qu'à *quelque chose malheur est bon* — qu'il nous a valu déjà, de la part des éléments anglophones, tout un ensemble d'attentions nouvelles et de bons procédés. Jamais peut-être le français ne fut autant à l'ordre du jour dans les lettres que nous recevons de firmes régies à l'anglaise, dans les communiqués, les traductions, les messages téléphoniques, les formules bancaires...

L'agitation indépendantiste n'est probablement pas étrangère non plus à des initiatives récentes du gouvernement fédéral:

Installation d'un système de traduction spontanée à la Chambre des Communes;

Nomination au poste de gouverneur général d'un Canadien français de haute distinction;

Les chèques bilingues;

La solution raisonnable du problème délicat de l'aide aux universités;

L'augmentation du nombre des Canadiens de langue française dans les hautes fonctions du service civil;

L'installation d'affiches et de signes indicateurs bilingues dans tous les immeubles de la Défense canadienne;

La traduction dans les deux langues de la plupart des documents des divers services militaires;

Les commandements et avis exprimés en français dans les unités canadiennes-françaises des trois armes.

Ainsi donc, les réclamations qui se sont élevées avec une véhémence accrue dans notre province, en ces derniers temps, auront eu pour résultat d'engendrer plusieurs décisions qui sont de nature à réconcilier le fait anglais avec le fait français et à familiariser nombre d'anglophones avec ce danger imaginaire qui s'appelle le *danger français*.

Pourquoi avoir peur du français?

La meilleure façon de se guérir de la peur des fantômes, c'est probablement de s'habituer à traverser de nuit les grands cimetières. On finit ainsi par se convaincre que le monde des revenants est inexistant, et l'on dort tranquille.

Plus d'une fois, j'ai dit à des auditoires de langue anglaise: "Si vous avez peur du français, apprenez-le!"

Au cours d'une vaste tournée de conférences que je fis, en 1944, à travers les provinces occidentales, depuis Fort William jusqu'à Victoria et autres centres de l'île de Vancouver, je disais à peu près ceci, dans toutes les villes où j'avais à parler:

"Dans notre vaste pays, nous avons l'avantage immense, unique, de communier à deux grandes cultures, deux grandes civilisations, l'anglaise et la française. Beaucoup de nations nous envieraient une telle richesse spirituelle. Serions-nous les seuls à ne savoir point l'apprécier et en bénéficier?"

"Dans le Québec, nombreux sont ceux des nôtres qui peuvent lire dans le texte les chefs-d'oeuvre de la littérature britannique. Pourquoi la réciproque n'existe-t-elle pas dans votre milieu? Seriez-vous les seuls à vous glorifier de ne savoir et parler qu'une seule langue, les seuls à ignorer que le multilingue est supérieur à l'unilingue?"

“Je n’ai pas la naïveté de croire qu’il est possible d’établir l’usage courant de ma langue dans des centres comme le vôtre, où la population est anglophone dans la proportion de plus de 90 pour cent. Une langue ne peut se populariser qu’à la condition de répondre à une nécessité économique et sociale; mais, pour nombre de privilégiés qui se piquent de haut savoir et de culture, je déplore que l’on oublie tellement le fait de la dualité ethnique de notre pays; je déplore que l’on ne tienne nullement compte de la présence, à l’intérieur de nos frontières, de cinq millions de compatriotes dont la langue maternelle, la langue première, est le français; je déplore que les gradués de l’enseignement secondaire ou universitaire, auxquels on a imposé, au programme officiel, l’étude d’une langue *étrangère*, ne se soient pas rués avidement sur ce merveilleux instrument de culture qu’est la langue française, l’une des deux langues officielles de la confédération.

Traversez le Québec en français

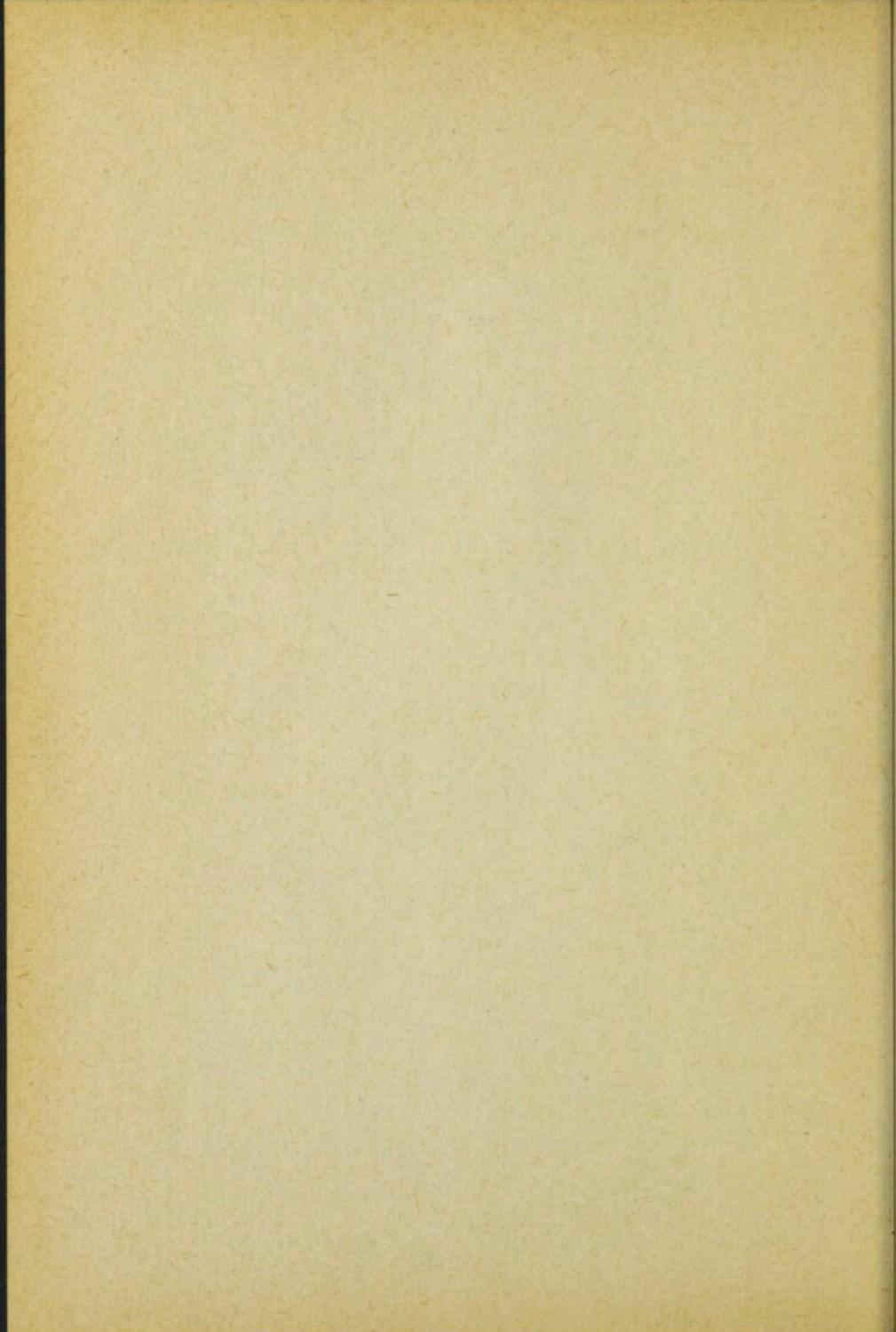
“Songez à ce que signifierait, pour l’unité de ce pays difficile, quelques milliers de produits d’universités, hommes de professions libérales, hommes d’affaires, commerçants, financiers, techniciens ou autres qui pourraient traverser tout le Québec en conversant avec tout le monde en français ou bien, qui, élus à la Chambre des Communes, seraient en état d’écouter un discours en français sans dormir ou sans attendre la traduction; songez à l’effet que produiraient ces députés si, de leur tribune parlementaire, ils répliquaient en français à un adversaire du Québec.

“Et puis, disais-je encore à ces auditeurs lointains, il y a la merveilleuse occasion de pouvoir baigner dans ce flot de lumière et de hautes joies que représente tout le passé de la culture de France. Ces trésors sont à votre portée, élite anglo-canadienne de ce pays. Pourquoi n’y puisez-vous pas à pleines mains, à plein coeur? Vous ne

savez pas ce que vous perdez en perdant cela qui est beau et grand et qui vous sollicite au nom de la patrie.”

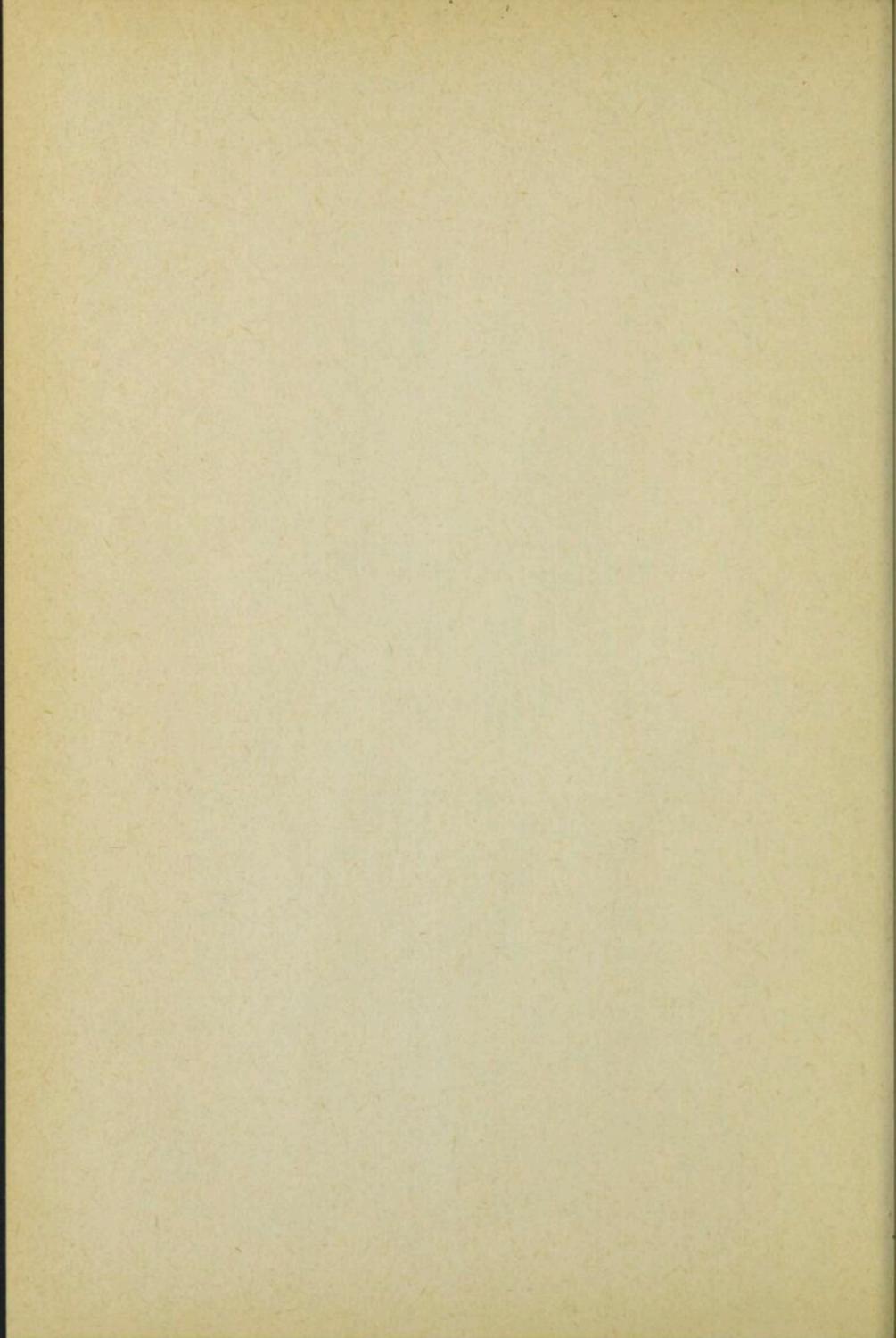
Voilà ce que je disais, à la fin de mes causeries, depuis l'Ontario jusqu'aux confins de la Colombie britannique. Après, j'avais bien le droit de reprocher à un certain nombre de mes compatriotes de langue française de mésestimer les ressources culturelles de la langue anglaise.

Et maintenant, je dois mettre le point final à ce chapitre préliminaire. Si je l'ai placé en tête de cette sorte de manifeste antiséparatiste qui va suivre, c'est que j'avais de dures vérités à dire à mes compatriotes du Québec et voulais m'épargner tout soupçon de partialité.



PREMIÈRE PARTIE

**LE SÉPARATISME
EST UNE
CHIMÈRE**



1

Que nous offre-t-on? Rien

Pourquoi suis-je antiséparatiste? Surtout parce que j'aime la liberté, la mienne et celle des autres.

Bien au-dessus de la liberté de la nation, il faut placer la liberté de l'homme.

C'est pourquoi, tout au long de l'histoire, des millions d'hommes ont fui l'indépendance nationale, qui les étouffait, afin de respirer l'air de la liberté personnelle sans laquelle la vie ne vaut pas la peine d'être vécue.

Par là s'explique l'interminable série des migrations humaines, grâce auxquelles la civilisation a pu survivre et l'esprit triompher de la force brutale.

Cette liberté-là, je la verrais entre bien mauvaises mains, s'il fallait que réussisse la chimère insensée de quelques centaines d'égarés qui faussent à peu près toutes les données de l'histoire et de la philosophie, ne nour-

rissent aucune pensée profonde, ne tiennent aucun compte des besoins essentiels de l'être humain et cherchent à persuader Baptiste qu'il suffisait de quelques traits de plume au bas d'un chiffon de papier pour faire le bonheur d'une humanité à laquelle ils ne comprennent rien de rien.

C'est pourquoi j'ai cru de mon devoir de faire appel au bon sens traditionnel de mes compatriotes de langue française et de leur poser cette question vitale:

“Êtes-vous prêts à renoncer aux immenses avantages que vous possédez déjà, aux libertés presque illimitées dont vous jouissez sous les institutions démocratiques qui vous régissent, pour céder aux espoirs illusoire d'une poignée d'illuminés ou de farceurs bien plus intéressés à créer une dictature laurentienne — leur dictature! — qu'à travailler au bonheur du peuple?”

Car les meneurs du séparatisme n'ont rien à nous offrir. J'ai lu leurs écrits; j'ai suivi leurs campagnes; j'ai analysé leurs discours: tout ce qu'ils nous proposent, nous le possédons déjà, et bien davantage.

Tant de tapage, tant de récriminations, tant d'appels aux préjugés et à la haine pour en arriver à zéro!

De quoi veut-on nous libérer?

Veut-on en effet accroître la somme des libertés dont dispose actuellement chaque citoyen du Québec? Entrons dans les détails, si vous le voulez.

Sommes-nous libres, oui ou non, d'apprendre et de parler le français? Qui nous en empêche? Qui songe à nous en empêcher?

Sont-ce les “maudits Anglâs” qui nous ont appris le “joual”? Demandez-le au Frère Untel.

On n'a pas même réussi, comme cela eut été désirable, voire nécessaire, à répandre dans les couches populaires l'usage et la connaissance des deux langues maîtresses de notre pays.

Après bientôt deux siècles de citoyenneté commune avec les éléments de souche britannique et de voisinage avec les Américains, nation d'un dynamisme extrême, nos Lanrentiens, issus de France, ne savent encore et ne parlent, du moins en immense majorité, qu'une seule langue: le français... Pour leur malheur peut-être.

On peut affirmer sans crainte que, dans nos régions rurales, plus de 95 pour cent de nos gens ne savent guère que "yes" et "no" en anglais.

Dans la plupart de nos villes, c'est une minorité qui est quelque peu bilingue. Dans le vieux Québec, capitale de notre province, siège de notre gouvernement, sur plus de 300,000 habitants, y en a-t-il plus de 10,000 qui peuvent parler couramment en anglais?

La fable de l'anglicisation

Même dans Montréal, métropole que nos larmoyants patriotes disent anglicisée et américanisée, allez vous promener à l'est de la *Main*, jusqu'aux confins de la Pointe-au-Trembles, et même jusqu'au Bout de l'Île. Combien de bilingues y trouverez-vous? Moins de 30 pour cent, peut-être 20 pour cent. Et encore!

Pourtant, Montréal est la plus anglicisée des villes canadiennes. Il serait plus juste de dire que c'est la cité du Québec où se sont concentrés les anglophones les plus nombreux, Canadiens de souche britannique, Juifs, Polonais, Scandinaves, Allemands, Italiens et maintes familles françaises de France.

Donc dans le Québec, une immense majorité ne parle que le français. *Et la minorité qui, occasionnellement, par nécessité économique ou sociale, fait usage de l'anglais, est justement celle, en général, qui parle et écrit le meilleur français.*

Ainsi en est-il après bientôt deux siècles de présence anglaise et un siècle de vie confédérative.

On se demande alors quelle somme d'“unilinguisme” pourrait ajouter à celui-là le régime rêvé par nos indépendantistes. On est plutôt porté à croire, quand on est réaliste, que la Laurentie indépendante serait obligée d'intensifier chez les nôtres, la connaissance de l'anglais. En Amérique, au nord du Mexique jusqu'au pôle, un Etat comme le nôtre sera ou bien bilingue, ou bien ne sera pas.

2 | Est-ce le pacte fédéral qui gêne nos libertés de croire et de penser?

Est-il nécessaire de poser une telle question quand on sait que toute notre élite, clergé en tête, a renoncé depuis longtemps à l'absurde mot d'ordre: *La langue, gardienne de la Foi*. Un catholicisme qui associerait sa permanence à une langue plutôt qu'à telle ou telle autre, trahirait par le fait son caractère d'universalité. C'est une hérésie condamnée par Rome.

En fait, il existe au Canada, en dehors du Québec, deux à trois millions de catholiques dont la langue est l'anglais et qui valent sans doute les nôtres.

Aux Etats-Unis, environ 45,000,000 de catholiques s'accommodent fort bien de l'anglais. Le président Kennedy est catholique romain et parle le français; madame la présidente, née Bouvier, se tire assez bien d'affaires en notre langue, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit meilleure catholique que son illustre mari.

Un repentir de Bourassa

A ce sujet, il est bon d'évoquer le souvenir d'un grand tribun, Henri Bourassa. Aucun de nos compatriotes d'une autre époque, sauf Olivar Asselin, ne remua aussi profondément, avec autant de talent et de véhémence, le

nationalisme canadien-français. Mais, après plus de 30 ans de croisade, années au cours desquelles il suscita, par la parole et par l'écrit, des enthousiasmes sans nombre, il répudiait à peu près tout son passé et condamnait des hérésies qu'il avait autrefois professées avec sincérité. "La langue gardienne de la foi" avait été l'une de ses préoccupations de croyant, l'une de ses angoisses.

Dans une conférence qu'il prononçait le 30 avril 1935, sous le titre "Le nationalisme est-il un péché?", il se confessait, abjurait pour ainsi dire une partie de ses estimables péchés, imitant en cela les premiers chrétiens qui venaient, dans le temps, le front couvert de cendre et qui, agenouillés dans la poussière, se frappaient la poitrine. C'est d'une humilité et d'une humanité poignantes.

Si l'on entend par nationalisme, disait-il en substance, l'amour de la race, de la nation, de la terre natale, c'est naturel et légitime. Je l'ai pratiqué trop longtemps pour le renier... Mais il doit être subordonné aux principes suprêmes de l'Église, servir et respecter l'humanité. Dieu a créé l'homme, non les races, le Christ a sauvé les hommes, non les pays... On n'a pas le droit de sauver une race en mettant en danger le principe de la fraternité humaine contenu dans l'Église.

A la lumière de Rome

Quant à la défense des droits de la minorité — c'est toujours Bourassa que je résume — j'ai porté des jugements que je ne porterai plus. *Rome m'a éclairé*. Pour défendre les minorités au nom du racisme, nous avons trois raisons: 1. — droit historique, qui présente des faiblesses, car il faut que l'histoire soit soutenue et qu'elle réponde à des réalités présentes; 2. — la constitution, pleine de faiblesses aussi, contenant des droits mal définis; 3. — l'unité nationale, fournissant l'argument le plus important, mais qu'il est inutile d'invoquer si on parle en même temps de se séparer de la Confédération.

Après avoir ainsi défini sa pensée actuelle, Bourassa déclare que, s'il a fait du nationalisme outrancier, il le désavoue, et il ajoute qu'*il se sépare des séparatistes*. Il répudie ces derniers en ces termes: "Et pendant que l'on fabrique un tel idéal à notre jeunesse, notre race s'avarie terriblement, comme on peut le constater en visitant nos écoles: les yeux des enfants sont éteints, les dos ronds..."

Le tribun converti évoquait peut-être, à ce moment-là, la pensée du Père Rodrigue Villeneuve, devenu plus tard cardinal-archevêque de Québec, écrivant dans l'Action Française de juillet 1922 qu'un "Etat français, dans la vallée du Saint-Laurent n'était plus une pure utopie, mais un idéal digne d'ambition, un espoir solidement fondé", et que "l'indépendance politique rêvée mettrait notre nationalité dans le rôle auguste auquel la dispose comme de longue haleine l'éternelle Providence".

Nationalisme, péril de l'Eglise

Mais Bourassa avait, comme Pascal, eu sa nuit lumineuse. En octobre 1926, il avait eu, avec le Souverain Pontife, un long entretien. Une heure durant, le pape avait parlé au tribun canadien dont il connaissait toute la vie et qui l'écoutait en silence. A la fin, il lui avait dit à peu près ceci: le nationalisme est plus que jamais le péril de l'Eglise et du monde. Au reste, notez que les meilleures causes se gâtent quand elles tournent en ismes... Voyez ce que valent communisme, libéralisme, socialisme, nationalisme...

A sa conférence du 9 mai 1935, l'éminent Canadien rapportait cet entretien et repassait à la lumière de l'histoire, certains méfaits du nationalisme. Le mouvement de la Réforme, avec Luther, ne fut-il pas un mouvement nationaliste? Il soulignait l'absurde racisme d'Hitler. Quelques jours plus tard, il pouvait dire que catholiques et juifs sont les deux groupes qui placent leur religion au-dessus des nationalités et il faisait cette cita-

tion: l'antisémitisme est une stupidité chez un Français; chez un catholique, c'est une monstruosité.

Parvenu au seuil de la vieillesse, le grand-prêtre du nationalisme canadien-français s'était rendu compte qu'au dessus des particularités nationales existait le facteur humain, universel, qui transcende tout le reste. Et l'Eglise se présente comme universelle.

Ottawa ne gêne ni croyants ni incroyants

Voilà pour les catholiques. A côtés de ces derniers, on compte des Canadiens français d'une autre foi, des agnostiques, des incroyants, des libres-penseurs. Qui fait obstacle à la libre expression de ces groupes? *Sûrement pas la constitution fédérale*. Bien au contraire, celle-ci favorise toutes les libertés spirituelles. Si des Franco-Canadiens ont été brimés, poursuivis, pourchassés parce qu'ils ne partageaient pas les croyances de la majorité, ce n'est sûrement pas en vertu de la lettre et de l'esprit de la loi fédérale. Pour eux, le *fair play* britannique fut souvent une planche de salut.

Il convient de se demander, ici, jusqu'à quel point la loi du cadenas, qui, sous un de nos gouvernements provinciaux, permettait de fermer des établissements commerciaux, des bureaux ou des maisons privées, sous le moindre soupçon de communisme, aurait pu être abrogée par un tribunal du Québec comme elle l'a été par un tribunal fédéral. Admirons également qu'un simple petit restaurateur, ruiné dans son gagne-pain, pour avoir osé se porter caution des Témoins de Jéhovah, soit parvenu, après avoir perdu sa cause auprès des cours québécoises, à gagner son point en Cour Suprême et à faire condamner à l'amende le plus puissant des premiers ministres de ce pays.

Le fédéral protège toute liberté

En ce sens, le pacte fédératif est le protecteur de nos libertés; je parle de la liberté personnelle, qui vaut mieux que la soi-disant liberté nationale.

Y a-t-il quoi que ce soit, dans ce pacte, qui gêne nos écrivains, nos journalistes, nos penseurs?

Les condamnations ou censures qui se sont exercées contre des écrits, journaux ou discours exprimés en français dans le Québec, sont-elles de provenance fédérale et non laurentienne? Les entraves posées dans ce domaine proviennent-elles de ceux que nos séparatistes appellent, à tort, des étrangers, ou bien de nos propres compatriotes?

Les libertés de parole et de presse, protégées actuellement par des institutions essentiellement démocratiques, ne risquent-elles pas de périr le jour où certains éléments aux tendances dictatoriales ou arbitraires disposeraient, à l'ombre de la Citadelle de Québec, d'un pouvoir absolu et sans appel?

Hélas! Combien nombreux sont les hommes qui, succombant aux sollicitations de mauvais bergers ou de faux prophètes, lâchent la proie pour l'ombre et plongent dans un abîme!

Citons enfin les libertés de voyager, de choisir son emploi, sa maison, de posséder, de dépenser, d'épargner, de contracter mariage, d'élever ses enfants suivant ses vues, de vendre ou d'acheter, de placer ou de dissiper son avoir, de critiquer ou de louer qui que ce soit, bref, la gamme complète des prérogatives démocratiques auxquelles un État séparé ne pourrait rien ajouter mais qu'il pourrait bien restreindre ou abolir.

Ici, donc, l'apport du séparatisme se réduirait à zéro.

3

Qui contrôle nos écoles, nos universités et autres instruments de culture?

Pour un peuple, posséder le monopole de l'enseignement, c'est être maître de sa destinée. Façonner l'âme de l'enfant, c'est en même temps façonner la génération qui commandera demain.

Par considération pour le peuple canadien-français qui diffère des autres groupes ethniques par la langue, la tradition, les coutumes et l'histoire et qui, surtout, a pris racine au bord du Saint-Laurent plus d'un siècle et demi avant la cession du Canada à la Grande-Bretagne, les pères de la Confédération ont conféré aux provinces le plein et entier contrôle de leur régime scolaire ou éducatif à tous les degrés.

Aucune autre garantie ne pouvait valoir celle-là. Aucune!

Sans elle, c'est au passé que l'on parlerait du fait français en Amérique. Probablement pas au présent, sûrement pas au futur.

Avec elle et par elle, non seulement nous avons gardé tout l'essentiel, mais nous avons grandi dans des proportions appréciables.

Libre à chacun de nous de déplorer les lacunes de notre enseignement. Je suis moi-même l'un de ceux qui les ont le plus vivement et fréquemment dénoncées. Je reviendrai sur le sujet plus loin; pour le moment, il suffit d'insister sur le fait que le Québec est le maître absolu, exclusif de ses écoles, de ses collèges, de ses universités, dont il peut à volonté faire des choux, des raves, et que personne, au sein de la confédération, ne songe à lui contester ou ravir.

La province de Québec est aujourd'hui couverte d'écoles publiques et privées, de maisons d'enseignement qui vont du primaire au secondaire et à l'universitaire. Au total, des milliers.

Presque toutes nos écoles sont unilingues

A de très rares exceptions près, ces institutions ne sont pas bilingues.

Tout s'y enseigne et s'y fait en français. Les maigres heures que l'on y consacre, chaque semaine, aux rudiments de l'anglais, sont généralement les moins soignées. Dans la plupart des cas, ou bien le maître est incompetent ou bien il s'ingénie à rendre ennuyeuse une classe qu'il juge dommageable à l'avenir de la race.

Mais ce qu'il importe de savoir, pour les besoins de la cause, c'est que le bilinguisme n'existe pas véritablement dans nos écoles, que la part accordée à la langue dite seconde ne diffère guère — elle diffère plutôt en moins — de la part consacrée aux parlers étrangers dans tous les pays civilisés du monde, surtout en Europe. Aussi est-il difficile de prendre au sérieux le cri d'alarme de nos séparatistes, qui vont clamant partout que le bilinguisme est en train de bousculer le français.

C'est un bilinguisme qui n'existe même pas dans notre enseignement. Cela, sous le régime confédératif. Que ferait de mieux — ou de pire — l'Etat indépendant de la Laurentie?

Au cours de l'hiver, j'assistais à une soirée fort agréable où les "drinks" et le jazz se mêlaient aux discussions les plus animées. L'inévitable question du séparatisme vint sur le tapis. Aux objections que je présentais, un jeune médecin, d'ailleurs sympathique, répondit d'un ton qui ne souffrait pas de réplique: "Si nous ne nous séparons pas, autant vaut pour nous cesser tout de suite de parler français."

Par quelle logique en était-il venu à cette conclusion? Impossible de le savoir.

On nous promet ce que nous avons déjà

Car l'indépendance du Québec ne saurait nous donner les institutions que nous possédons déjà. Elle ne saurait non plus intensifier nos relations avec la France et sa culture; elle ne saurait rendre plus libre l'entrée des livres français dans nos librairies, nos bibliothèques et nos foyers; elle ne saurait accélérer la libre circulation, en Laurentie, des nombreuses publications parisiennes qui y ont pris pied déjà; et quant aux manuels français, deux collègues classiques de la métropole, Stanislas et Marie de France, les utilisent exclusivement, et il ne tient qu'aux autres d'en faire autant. Ce n'est pas le pacte fédéral qui les en empêchera.

A l'école, il faut sans doute rattacher la presse, la radio et la télévision, en raison de leur valeur éducative.

Montréal possède aujourd'hui, en proportion de sa population, plus de quotidiens que n'importe quelle autre grande ville de l'Amérique du Nord. Quatre de ces quotidiens sont de langue française. A cela s'ajoutent de puissants hebdomadaires qui font certainement leur part pour le verbe laurentien.

Dans ce domaine de l'information, le micro et le petit écran jouent un rôle prépondérant. Sans compter les postes privés dont les ondes atteignent tous nos foyers, souignons particulièrement que le fédéral a pourvu le Qué-

bec et les divers groupes français épars dans le reste du Canada d'un incomparable réseau de radio et de canaux de télévision d'une importance incalculable.

A ces avantages, que pourrait ajouter un Etat séparé? Encore zéro.

4

La sécession nous rendrait-elle davantage maîtres de notre destinée?

Pour se justifier de nous offrir l'indépendance comme une résurrection nationale, nos séparatistes sont forcés de défigurer totalement l'Histoire *en présentant le Québec comme une sorte de colonie du Canada*. Il n'est pas rare d'entendre, chez eux, cette expression: "Libérons-nous du joug colonial." C'est en faisant avaler ce chameau à des êtres simples et crédules qu'ils ont pu bâtir leur drôle de théorie indépendantiste. Car, Québec et Canada ne sont qu'une seule et même chose. Ignorant ce fait essentiel, nos indépendantistes ne se gênent pas pour nous comparer aux nègres sortis récemment de l'état colonial et nous encourager à faire de même. C'est une comparaison outrageante et ridicule.

Ces arguments puérils et mensongers ne résistent pas un instant à l'analyse.

D'abord, l'indépendance que l'on réclame pour nous, Québec la possède dans sa plénitude. Pourquoi? Parce que, répétons-le, il fait partie intégrante et sans réserve du Canada, pays souverain et reconnu comme tel dans tout l'univers. Les Canadiens français participent entièrement à cette plénitude de souveraineté.

La vache sacrée

C'est dire que nos indépendantistes sont obligés de mentir, de se tromper eux-mêmes et de tromper tout le monde, en cherchant à nous vendre une marchandise qui nous appartient déjà. Ils me font penser à un bonhomme qui prendrait la vache de son voisin et qui irait la lui vendre avec le titre honorable de vache sacrée, de vache Indépendance.

Jusqu'où peut aller la confusion des idées, production de cerveaux détraqués ou égarés par la passion! On va jusqu'à affirmer, par exemple, que la condition de *minorité* ethnique est synonyme de sujétion et incompatible avec l'idée de souveraineté. C'est une affirmation gratuite, car *on sait bien qu'il a toujours existé, qu'il existe encore et qu'il ne cessera d'exister des minorités auxquelles des majorités seront soumises* matériellement, culturellement, socialement et moralement.

En fait, en examinant la carte du globe, je ne vois pas de pays plus indépendant que la province de Québec. Qu'on n'ait donc pas le culot de venir nous vendre une vache qu'on nous a volée!

Une nation, plusieurs races

Nous sommes indépendants comme le sont les Suisses italiens, les Suisses français, les Suisses allemands.

Nous le sommes comme le sont les Écossais et les Gallois dans le tout britannique.

Nous le sommes comme le sont les Bretons de France, vis-à-vis Paris, comme le sont les Provençaux face à la métropole, bien que Bretons et Provençaux sont de race et, jusqu'à un certain point, de langue différentes.

Nous le sommes comme les Flamands dans le royaume de Belgique.

Nous le sommes comme le sont les Siciliens en regard des Piémontais, deux minorités de race différente.

Nous le sommes beaucoup plus que ne le sont tous les Etats qui composent aujourd'hui la vaste Union Soviétique.

J'en passe, et des meilleures.

Notre indépendance a même, sur tous ces groupes humains que je viens d'énumérer, cette supériorité qu'aucune puissance extérieure ne peut toucher à nos écoles, creuset incomparable où se façonne la race.

Les Africains noirs et nous

Quant aux nouvelles républiques nègres qui viennent d'accéder à la souveraineté et qui, hier encore, étaient vouées à une sorte d'esclavage et se trouvaient divisées en une foule de tribus sauvages, elles seraient bien heureuses si elles pouvaient jouir de la centième partie des avantages dont nous jouissons actuellement, de la centième parcelle de civilisation que nous possédons, de la millionnième partie des richesses qui sont nôtres.

A ces républiques, il faudra probablement deux cents ans d'évolution, de travaux et d'éducation, pour les élever au niveau présent du pays de Québec.

L'un des théoriciens du séparatisme parlait, sans rire, des affinités que nous avons avec les Etats africains issus de la colonisation française. Croient-ils sérieusement que nous avons plus de parenté intellectuelle, sociale et morale avec ces enfants de la brousse noire qu'avec les Anglais ou les Américains? Ce serait de la démenche. En fait, nous n'avons rien de commun avec ces peuplades de la Négritie, sauf la qualité d'hommes.

Il existe, en Afrique, quelques centaines de nègres diplômés de la Sorbonne ou autres universités françaises, comme il est sorti d'Oxford des noirs fort distingués. Ce sont de ces hirondelles qui ne font pas le printemps.

Les Africains cultivés qui se comptent presque sur les doigts de la main, sont les premiers à venir vers nous pour déplorer la formidable indigence culturelle de leurs peuples et nous prier de les aider dans leur détresse. Ils

nous réclament des instituteurs, des professeurs, des savants, des techniciens, de l'argent, bref, tout ce que nous avons et qu'ils n'ont pas et dont ils ont un besoin si pressant que cela serre le coeur.

Les affinités profondes, pour les Canadiens de langue française, se trouvent sans doute en France, mais aussi — et même beaucoup — chez des millions de Britanniques et d'Américains, au milieu desquels ils ont à vivre, qu'ils le veuillent ou non. Nous partageons avec eux la même civilisation, la même culture dans une très large mesure, la même histoire en grande partie, les mêmes idéaux, les mêmes intérêts, le même avenir. Entre Anglais et Français surtout, en dépit des guerres, des vicissitudes historiques, des alternatives de haine et d'amitié, se sont produits des relations séculaires des échanges innombrables de sang et d'idées qui valent mieux que toutes les alliances et que le temps ne saurait effacer.

Et ce qui est vrai pour les Anglais l'est aussi, à des degrés divers, pour nos voisins, les Américains.

Nous voilà donc loin des nègres, et nous voilà encore à cette conclusion que l'indépendance offerte par nos séparatistes n'est qu'une immense plaisanterie.

5

En quoi la sécession pourrait-elle accroître notre prestige racial et alimenter notre fierté nationale?

Les mots "prestige", "fierté", sentiment de "dignité" tiennent une large place dans le vocabulaire séparatiste.

Il faut une forte dose de naïveté pour s'imaginer que le titre de "Laurentien" serait, aux yeux de l'étranger, plus prestigieux que celui de "Canadien".

De toutes les nations des deux Amériques, c'est la canadienne qui, à l'heure présente, est la plus vénérée, la plus respectée, la plus adulée sur tous les continents.

Aux divers conseils internationaux, on écoute toujours avec un extrême intérêt la voix du Canada. La plupart des puissances moyennes ou petites considèrent celui-ci comme leur chef de file et attendent de lui des directives aux heures critiques. Aux Nations Unies, nos représentants se sont révélés, au cours des dix ou douze dernières années, comme des champions de la paix. Il leur est arrivé plus d'une fois d'offrir des solutions d'apaisement et de compromis pratiques aux situations les plus dangereuses. C'en est assez pour inspirer respect et confiance.

On nous préfère à l'Oncle Sam

Partout où vous voyagerez, dans les capitales de l'Europe, de l'Asie et des pays de l'Amérique du Sud, il

vous suffira de déclarer votre nationalité canadienne pour que l'on vous porte sur la main.

Au début du siècle, ce privilège semblait réservé aux citoyens des Etats-Unis. Cette jeune et grande république avait remporté tant de succès, progressé avec tant de rapidité et acquis si indiscutablement la réputation de championne de la démocratie occidentale, qu'il fallait bien l'admirer. C'était l'époque où les principales puissances européennes, conscientes de leur supériorité, pouvaient encore taper dans le dos de l'Oncle Sam avec un petit air protecteur: "Good Boy!" Depuis, deux guerres ruineuses ont saigné à blanc le vieux monde. Par la force des choses, de Londres et Paris, l'hégémonie mondiale s'est déplacée vers Washington. L'Oncle Sam a dû verser des milliards sur les dévastations du vieux monde, qui ne se serait peut-être pas relevé sans lui. C'est pourquoi beaucoup d'Européens se sont mis à lui en vouloir. C'est le sort qui attend toujours un *bienfaiteur*.

Rien de tel pour les Canadiens. On les aime, non seulement parce qu'ils sont aimables en réalité, non seulement parce qu'ils ont du tact, mais aussi parce qu'ils ne sont pas encore en état d'afficher des airs de supériorité ou d'arrogance.

On devrait donc être heureux de porter le nom de Canadien. Nombre de Laurentiens, on dirait, n'en éprouvent aucune fierté en dépit du prestige qui en rejaillit sur eux tous.

Ici on est tout, sauf Canadien

A ce sujet, j'écrivais, dans *Le Petit Journal* du 29 janvier dernier, un article mi-sérieux, mi-humoristique, qui mérite peut-être de prendre place ici même:

"Si j'ai bonne mémoire, c'est Olivar Asselin qui disait que l'on ne tue pas les punaises à coups de canon. En tout cas, il a dit quelque chose d'approchant, et ça me suffit. Or, nos superpatriotes, selon leur habitude, viennent de tuer une petite punaise avec une bombe atomi-

que. Je veux parler de la formule du recensement 1961, où le gouvernement du Canada a tenté de faire reconnaître à la population de ce pays qu'il devrait exister, dans ce vaste monde, des CANADIENS D'ORIGINE CANADIENNE. Les diverses sociétés "nationales" de notre province, elles qui n'ont à peu près plus rien de français, se sont insurgées contre la formule avec une telle violence qu'Ottawa a dû reculer et a biffé les mots sacrilèges.

"En dépit de l'ergotage de certains cerveaux fêlés, il existe une "nation canadienne" tout comme il existe une nation suisse ou une nation russe. Il est faux de prétendre que l'unité de langue et de lointaine origine ethnique entre dans la notion essentielle de nation. Ceux-là qui le prétendent n'ont aucun sens historique, je dirais, aucun bon sens. Personnellement, je me considère volontiers comme un Canadien d'origine Canadienne. Il en est, chez nous, qui aiment à se flatter du titre de Français du Canada. C'est un faux titre. Et le Québec n'a rien d'une province de France: c'est une province du Canada.

"Seulement, il existe, dans certains milieux petit-bourgeois de la Laurentie, des éléments pseudo-intellectuels qui nourrissent une sorte de snobisme antinational.

"Ces gens-là REFUSENT LE CANADA et l'Amérique. Ils cherchent à entretenir autour d'eux une nostalgie de passé mort, une impression d'exil séculaire. Avec un trémolo dans la voix, ils chantent encore:

Jadis, la France sur nos bords,
Jeta sa semence immortelle...

"Ils attendent d'on ne sait quelle puissance miraculeuse, le prophète, nouveau Moïse, qui, un jour, creusera une tranchée solide à travers l'Atlantique pour permettre à cinq millions d'exilés — qui n'en demandent pas tant — de se déménager en France à pied sec. Ce serait un beau spectacle.

“Nos éternels ennuyés comparent sans doute le Saint-Laurent au vieux Nil de la vieille Egypte, où gémirent longtemps les Hébreux captifs. Et l'on ne peut s'empêcher de songer à eux, quand on entend cette vieille chanson de salle de garde:

Sur les bords d'un fleuve humide
Et peuplé de crocodil's,
Les Juifs gémissaient et ils
Bâtissaient des pyramides,
N'ayant pour consolation
Que de manger des oignons.

“Il y aurait peu de mots à changer dans cette strophe humoristique pour l'appliquer à ces êtres de douleur, qui n'ont d'autre consolation, au bord du “fleuve humide”, que de manger des “binnes au lard”. Tout ça parce qu'une forte partie de la soi-disant élite ne cesse de nous prêcher que nous sommes un peuple de “n'y-touchez-pas” et de “ne-touchez-à-rien”, que nous sommes enchaînés aux cercueils du passé et que nous ne devons rien au présent ni à l'avenir et que tout ce qui fait la grandeur nord-américaine n'est pour nous que souillure et avilissement. O cher “fleuve humide et peuplé de crocodiles!”

L'humain transcende le national

“Quant à moi qui m'efforce d'être simple et réaliste, j'ai, depuis longtemps, commis le crime de penser qu'il est plus important d'être homme que d'être d'une race, plus important d'être Canadien que Français, Anglais ou Américain, plus important de parler deux langues que d'en parler une seule, plus important d'assurer, pour chacun, le boire, le manger, le couvert et le savoir essentiel que de nous alimenter de vent et de nous saouler de mots creux.

“Le national ne fait pas partie de la nature de l'homme. Malheur à qui en exagère le sens et la portée! C'est, pour lui, tourner le dos à la vie. A propos de l'effort que

vient de faire vainement le gouvernement de ce pays pour faire accepter que "l'origine canadienne", ça doit exister quelque part, on a dit et écrit, entre autres qu'il est nécessaire aux baptistards de pouvoir se compter à travers les dix provinces de la confédération. Mais nous passons notre temps à nous compter. Pour des gens si faibles en comptabilité, c'est bizarre. Passons. On peut ici percevoir l'un des grands défauts de chez nous, à savoir que nous avons perdu le sens des valeurs et qu'il est temps pour nous de le retrouver.

"Savez-vous quel est celui qui, dans l'avenir, aura le plus mérité de notre pays? Ce sera celui qui aura réussi à faire aimer le Canada aux hommes et femmes qui en vivent."

D'autre part, il en est qui, de ce temps-ci, prennent pour une insulte l'épithète de Canadiens tout court. Un de mes amis les plus chers s'en disait froissé dans sa dignité d'indépendantiste.

Une fierté bien placée

Pauvre dignité! Pauvre fierté! Où allez-vous donc vous loger? Voici que l'on a l'insigne privilège d'habiter l'un des pays les plus beaux et les plus heureux du globe, et l'on se permet d'en rougir au nom d'on ne sait quel racisme larvaire.

J'ai visité mon pays de Halifax à Vancouver. Trois fois, j'ai traversé les plaines de l'Ouest et les Rocheuses et parcouru nos villes du littoral du Pacifique. Chaque fois, j'en suis revenu très fier, ma dignité de citoyen satisfaite. Aux beautés des côtes du Saint-Laurent, du Cap Diamant, des superbes falaises de Charlevoix ou de la Gaspésie, des caps granitiques du Saguenay et de la chaîne des Laurentides, constellée de lacs, j'ajoutais, comme patrimoine bien à moi, un invraisemblable coucher de soleil sur le lac Supérieur, l'ondulation à perte de vue des océans de blé du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, la marche lente des troupeaux de

la plaine, l'éclat du stampede de Calgary, le vert incomparable de la Bow et de la Spray, dans la splendeur de Banff, le glacier fulgurant qui domine le Lac Louise, les bêtes sauvages, chevreuils et ours, qui viennent manger dans nos mains, à Jasper, les mouflons blancs accrochés au pan des rochers, l'opulente vallée de l'Okanagan, avec ses fruits, ses vignes, son vin, ses faisans moirés, puis, le port de Vancouver, si bleu, si net, si bien découpé dans l'onde et dans la pierre, qu'on le dirait sculpté par un géant des Mille et Une nuits, ensuite Victoria, la ville-jardin, toute en fleurs, et les arbres énormes, si hauts et si forts, entre Nanaimo, Port Alberni, Qualicum Beach, et, au-dessus de cette merveille de côte océane, la cime altière des monts lointains, sous leur casque éternel de neige et de glace.

Je revenais de là la tête toute bourdonnante d'images, et je me disais que si seulement les Canadiens savaient voir, regarder et apprécier, il ne serait jamais question, chez eux, de briser le tout canadien, car ils auraient honte de défigurer une patrie appelée à toutes les grandeurs et digne de tout leur amour. C'est ce que j'appelle un sentiment de dignité nationale. Les séparatistes en voliant un tel tableau, deviennent des agents de rapetissement national.

6

En quoi l'indépendance serait-elle une mine d'or?

Il paraît que le Québec, pour reprendre possession de ses richesses naturelles concédées à des *étrangers*, doit rompre le lien confédératif.

Une fois de plus, on vient me vendre ma propre vache.

D'abord, ce n'est pas le pouvoir fédéral, mais le provincial, qui, pour des raisons légitimes, a appelé chez nous des capitaux de l'extérieur pour assurer notre développement économique.

Ensuite, l'État québécois n'a pas besoin de sécession pour prendre possession et disposer de nos richesses. A tel point que, de sa seule autorité, il a facilement créé l'Hydro-Québec. Le pouvoir fédéral n'eut rien à voir là-dedans.

Enfin, les provinces sont déjà les propriétaires de leurs ressources, terres, forêts, mines, énergie hydraulique et le reste.

L'indépendance n'y ajouterait rien. Elle ne peut nous donner ce que nous possédons déjà.

Un bien vieux programme

En lisant les articles du programme économique que propose dans une brochure, le pontife des séparatistes, Marcel Chaput, on s'aperçoit que le gouvernement de

cette province possède actuellement tous les atouts nécessaires à la pleine et entière application d'un tel programme.

Voici en effet le texte sorti du cerveau de M. Chaput :

- *nationaliser les industries-clés: électricité, etc.,*
- *encourager l'industrie de transformation,*
- *canaliser l'épargne vers les institutions canadiennes-françaises,*
- *diversifier les apports de capitaux étrangers de divers pays plutôt que d'un seul,*
- *promouvoir la fondation d'entreprises coopératives,*
- *occuper les secteurs de la vie économique vacants,*
- *susciter la fondation d'entreprises mixtes: Etat et sociétés privées,*
- *obliger les sociétés étrangères à embaucher, à tous les échelons, dans une proportion à établir, des citoyens du Québec et des Canadiens français,*
- *élaborer un plan d'ensemble,*
- *entretenir une pensée nationale en matière d'économie,*
- *profiter de l'exemple des autres peuples,*
- *préparer des hommes d'affaires, des techniciens, des économistes, des ingénieurs et d'autres spécialistes,*
- *amener le peuple canadien-français à voir dans l'Etat du Québec son allié,*
- *convaincre le peuple canadien-français de la nécessité de la participation de l'Etat au développement économique du pays,*
- *détruire le mythe néfaste que les Canadiens français n'ont pas le sens des affaires.*

On jurerait, en lisant ces lignes, qu'il s'agit, non pas d'une bombe révolutionnaire, mais de vieilles plate-formes électorales. Il suffirait d'en biffer ou modifier deux ou trois clauses pour les faire signer par un Jean Lesage ou même par un Dan Johnson.

Point pour point, ces mots d'ordre politiques ont été énoncés, soit au cours des dernières élections, soit depuis la venue au pouvoir de l'équipe libérale, par l'un ou l'autre des ministres du cabinet provincial. Pourquoi? Parce que la Province jouit, en ce domaine, d'une souveraineté peut-être sans exemple dans un Etat confédéré.

Un abus du mot "étranger"

Ici se présente l'objection des supernationalistes: "Comment se fait-il que tant de richesses, qui étaient nôtres, sont tombées entre des mains étrangères? N'est-ce pas une aliénation du patrimoine national?"

Avant de répondre, je souligne en passant que nos indépendantistes et nombre de citoyens peu éclairés ou irréflechis abusent outrageusement du mot *étranger*. Non seulement ils faussent la vérité, mais ils se montrent inhumains. Il suffit d'être normal pour repousser une telle absurdité, car on semble prendre pour acquis que quiconque ne parle pas le français est un étranger. Drôle de jugement!

Comment dire: "Vous êtes des étrangers", à un tas d'industriels, de commerçants, de techniciens, de "professionnels", d'artistes, qui, immigrés en ce pays depuis des années, ont absolument droit à se faire accepter comme membres de notre famille nationale? Ils sont venus de partout, des îles britanniques, de la Scandinavie, de l'Allemagne, de l'Italie, des Etats-Unis..., et ils sont réellement des nôtres! Nombre d'entre eux sont mes amis. Je refuse de les appeler étrangers. Quand je leur donne la main, c'est une main fraternelle que je serre. A la plupart d'entre eux, on reprochera avec raison — c'est ce que j'ai fait souvent — de s'être confinés à l'anglais, de ne s'être pas donné la peine d'apprendre la plus belle langue au monde, la nôtre; mais ils ne sont sûrement pas des étrangers. Aussi est-il pour le moins exagéré de prétendre que nos richesses sont nécessairement entre des mains étrangères, quand elles sont sous

direction anglaphone. Il y a là beaucoup de distinctions et de réserves à faire.

Les capitaux de l'extérieur, une nécessité

Cette observation faite, je dois expliquer que le développement de nos ressources par des capitaux de l'extérieur répondait, à l'époque, à une nécessité historique.

Sans cet apport, notre petit peuple serait le plus misérable de l'Amérique du Nord et probablement en voie d'extinction.

C'est parmi les produits d'une éducation toute en surface qu'on trouve la foule des harangueurs et clowns de tréteaux qui ne cessent de hurler contre l'importation de capitaux dans un domaine qu'ils auraient voulu, disent-ils, réserver à la propriété et à l'initiative canadiennes-françaises.

On oublie trop que cette initiative n'existe pas, n'a jamais existé chez les nôtres, qu'elle n'existera que par un changement de caractère et de volonté et non par des textes de lois.

Pour commencer, dans le Québec, la révolution industrielle qui, dans la plupart des pays de l'Occident, était un fait accompli depuis longtemps, il fallait suppléer à tout ce qui nous manquait pour accomplir la tâche. Et tout nous manquait: l'éducation, la compétence, la technique, la science, l'amour du risque, l'esprit de sacrifice et la passion du travail. Dans ces conditions le salut ne pouvait nous venir que du dehors. Il vint, et nous avons contracté une dette éternelle envers ceux qui l'invitèrent.

Au reste, même dans des conditions plus favorables, nous étions un pays jeune, un de ceux que, dans le vocabulaire contemporain, on appelle sous-développés. Historiquement, ces pays-là ne se développent que par l'intervention salutaire de pays ou d'hommes plus évolués, qui portent le nom d'étrangers. Autrement, le domaine économiquement retardé reste en friche, comme l'était le Canada en 1608, à l'arrivée de Champlain.

Comment le Québec perdit un million d'habitants

Dès 1905, Errol Bouchette, dans ses *Etudes Sociales et Economiques sur le Canada*, estimait à un million le nombre des Canadiens français émigrés aux Etats-Unis. Nos gens allaient chercher ailleurs un travail industriel qui leur manquait chez eux. Nous étions en train de mourir de cette saignée lorsque des chefs, mieux avisés, confièrent une forte portion de nos forêts, de nos gisements miniers, de nos chutes d'eau à des mains plus fortes et plus expertes que les nôtres.

Ce fut à partir de ce moment-là que s'éteignit la plaie béante par laquelle s'épandait le meilleur de notre sang. Il se peut que ces "rapportés" aient alors fait, chez nous, des affaires d'or; mais, s'il faut parler d'eux au passé, sachons les traiter non en spoliateurs, comme on le fait trop souvent, mais en sauveteurs. Ils ont sauvé la race d'un désastre.

Maintenant, nous voici en 1962 et non en 1905. J'admets que les peuples comme les individus ne sauraient, en face de certaines circonstances et des besoins des temps nouveaux, demeurer les esclaves de la reconnaissance. Nous vivons dans un monde si changeant! Vérité hier, hérésie aujourd'hui. On conçoit dès lors que certains privilèges exigés par les nécessités pressantes d'une autre époque, soient modifiés ou même abolis.

Ce n'est toutefois pas sans une certaine inquiétude que nous lisons en tête du programme séparatiste: "nationaliser les industries-clés". Nous avons le droit de savoir immédiatement ce que l'on entend par "industries-clés" et que l'on nous les énumère toutes. Car si nous acceptons en principe que l'on nationalise ce qui doit l'être, nous refusons de nous laisser emporter par le vent dévastateur et aveuglant qui souffle sur tout ce qui porte la marque de la liberté d'entreprise et de l'initiative personnelle.

Le Québec est-il tant à plaindre?

En attendant, il importe extrêmement de regarder froidement, objectivement, la réalité canadienne-française et de constater qu'elle est loin d'être aussi pitoyable, aussi noire que veulent nous le faire croire des agitateurs intéressés à mentir pour arriver à leurs fins.

Cette réalité, c'est que le Québec, en dépit de nos insuffisances, de nos fautes et de nos retards, est aujourd'hui l'un des coins de terre les plus prospères et les plus favorisés.

Economiquement et socialement, le Canada suit de très près les Etats-Unis, banquier de l'univers. Et dans le Canada, les Etats de l'Ontario et du Québec sont les plus puissants, les mieux pourvus de confort moderne, les deux piliers de la nation.

La moyenne des salaires du travail organisé, dans nos campagnes aussi bien que dans nos villes, est généralement égale ou à peu près, à celle de l'Ontario. En certains cas, elle est même supérieure. Aux yeux de n'importe quel Européen, en deçà ou au-delà du rideau de fer, notre pouvoir d'achat ouvrier apparaîtra fantastique. Les quartiers les moins fortunés de nos cités offrent, à ce point de vue, un phénomène incroyable. Si vous prenez la peine d'aller vous promener à travers les modestes rues montréalaises de Saint-Henri, d'Hochelega, des quartiers compris entre Saint-Laurent et Frontenac, vous constaterez qu'il y a une automobile devant chaque porte pour ainsi dire. Même les taudis en sont décorés. Et si vous entrez dans ces foyers d'apparence minable, vous y trouverez, le plus souvent, une mécanique, un coûteux attirail, frigidaire, cuisinière électrique, lessiveuse automatique, toutes choses dont se passent les ménagères d'autres pays classés parmi les plus avancés de l'occident.

Partout autour de nos établissements industriels on a ménagé d'immenses parkings dans lesquels se rangent

quotidiennement les véhicules. La plupart de ces voitures appartiennent à des ouvriers, travailleurs de métier, qui, font la navette entre l'atelier et le domicile dans leur deux cents ou trois cents chevaux.

Le prolétariat, tel que l'entendait Karl Marx, n'existe pour ainsi dire pas en Amérique du Nord, dont fait partie le Québec.

Une abondance de petites fortunes

A un niveau supérieur, il existe, chez nous, nombre de petites fortunes dont le total est imposant. Nous comptons plusieurs millionnaires. Au cours des soixante dernières années, les plus économes ou les plus intelligents des Laurentiens ont su profiter de la présence et de l'activité du capital étranger pour s'amasser du bien. Le jour où l'on pourra faire un faisceau de ces biens pour que Baptiste puisse créer à son tour, prendre de beaux risques, ce jour-là, nous disposerons d'une force conquérante qui réduira au silence les jérémiades indépendantistes et consolidera à jamais l'unité canadienne.

On aura atteint un tel résultat par l'entreprise libre, par la mise à profit des capitaux de provenance étrangère, par les dix ou douze villes importantes qu'auront suscitées ces derniers à divers points de notre territoire.

Voilà pour l'avenir. Même dans le présent, les conditions de vie de notre peuple, dans l'ensemble, sont dignes d'envie. A tel point que le régal soi-disant révolutionnaire de nos séparatistes n'est guère plus appétissant que la moutarde après dîner. Le progrès réalisé au cours des vingt dernières années se manifeste par le fait que le budget provincial s'est élevé de \$55,000,000 en 1945, à \$1,200,000,000 en 1962. D'où vient l'argent? Va-t-on croire que le miracle de la manne s'est renouvelé pour l'Israël laurentien?

7

Les deux milliards que nous soutire le fédéral

“Ramener au Québec les deux milliards de dollars versés annuellement à Ottawa en impôts et droit par le Québec”, tel est le premier article du programme économique des souverainistes. A première vue, l’argument ne manque pas de sérieux. On peut réaliser tant de projets avec deux milliards!

Ce qu’on ne dit pas, c’est qu’une portion considérable de cette somme revient à sa source en services divers. Il faut tout de même soustraire de ce gros chiffre les subventions d’Ottawa à notre province de même que la redistribution des impôts en vertu de l’entente fédérale-provinciale, entente dont bénéficie le Québec comme le reste du Canada.

S’il n’y avait que ce partage, avouons-le, nous serions évidemment les perdants — en apparence — car nous donnons beaucoup plus que ce que nous recevons. Mais ce serait une grossière illusion que de se figurer que notre province, une fois séparée, aurait transformé en *revenu net* les taxes récupérées du fédéral.

Cette indépendance: un éléphant blanc

L’organisation de la défense laurentienne aborderait forcément une grosse tranche du trésor. On ferait face

au recrutement, à l'équipement et à l'entretien de milliers de militaires pour les trois armes. Il nous faudrait une aviation de combat, une marine, des écoles militaires. La période d'organisation, à elle seule, pourrait bien engouffrer un demi-milliard. Les dépenses courantes, dans ce domaine, augmenteraient d'année en année.

Ne pensez pas que nous vivions dans un monde assez pacifique pour permettre à un Etat souverain de se passer de tout moyen de défense. La faillite de toutes les conférences de désarmement, depuis la fin de la dernière guerre mondiale, a dissipé, là-dessus, un beau rêve. Aussi longtemps que les puissances des divers continents n'auront pas formé une fédération universelle, avec gouvernement suprême, il y aura des soldats, des aviateurs et des marins pour monter la garde le long des frontières.

Reste à savoir ce que coûteraient au Québec indépendant ses ambassades et consulats, le service des postes, l'aménagement, l'entretien et l'amélioration des ports et des voies maritimes, la création de nouvelles voies de communication, la construction de ponts auxquels le fédéral contribue jusqu'ici, l'acquisition de réseaux nationaux de télévision et de radio dont on serait seul à faire les frais, plusieurs postes de douaniers et autres charges, toutes choses ajoutées à notre budget provincial et formant, dans l'ensemble, un total qui se rapprocherait sensiblement des deux milliards retirés du fisc fédéral.

Exode probable de contribuables

Peut-être aussi faudrait-il prévoir un certain exode de maisons d'affaires, de raisons sociales et même d'industries vers l'Ontario. Avec un optimisme édifiant, Marcel Chaput semble refuser de prendre cette menace au sérieux. Comment peut-il ignorer les facteurs psychologiques suscités par le changement, les craintes inspirées par les appels aux préjugés racistes, par le stigmat

de citoyens considérés comme des *étrangers*, par les affronts réservés à quiconque serait soupçonné de manquer de respect à la langue française ou de refuser certaines promotions à des employés canadiens-français. Les désertions provoquées pour ces diverses causes seraient beaucoup plus dommageables qu'on ne le croit. Il s'ensuivrait, en impôts perceptibles, une perte qu'il est impossible d'évaluer, mais qui n'en serait pas moins réelle et que l'on aurait tort de négliger.

Même si nous devons fournir notre quote-part pour aider le pouvoir central à mettre en valeur certaines régions canadiennes qu'il faut cultiver, industrialiser et peupler, aurions-nous raison de le regretter? Si l'on trouve légitime que le Canada, sous l'égide des Nations Unies participe, à coups de millions, à l'avancement des pays économiquement retardés de l'Asie et de l'Afrique, à plus forte raison devons-nous trouver légitime notre contribution à l'avancement de notre propre patrie. Penser autrement serait le fait de fils dénaturés.

Ceux qui s'en "sacrent"

Certains de nos compatriotes, cuisinés par les agents de dissolution nationale, affichent, à ce sujet, un cynisme déconcertant. J'ai entendu de mes propres oreilles cette réflexion odieuse: "Toronto, Winnipeg, Vancouver, les Rocheuses..., je m'en sacre, moi, Canadien français." Ces gens-là "s'en sacrent" pour l'unique raison qu'il leur faut parler l'anglais quand ils voyagent en dehors de leur village. Drôle de raison. Comme si toute l'Amérique était obligée d'apprendre le français pour nos beaux yeux, dans des centres d'Amérique où notre langue ne répond absolument à aucun besoin économique ou social. N'y a-t-il pas là une question de bon sens, une réalité bien humaine devant laquelle nous devons nous incliner?

L'aspect le plus désolant, le plus sot, le plus bête de cette disposition d'esprit, qui porte à "se sacrer" du reste

du Canada, c'est une imprévoyance portée jusqu'au masochisme. On ne s'arrête pas à penser que, dans un nombre donné d'années, ce pays qui est nôtre comptera une soixantaine de millions d'habitants et sera devenu une des grandes puissances; on ne s'arrête pas à penser qu'à ce moment-là non seulement Baptiste retirera d'une telle puissance des avantages tels qu'il se félicitera de les avoir préparées en dehors de sa province, mais il tirera de sa citoyenneté canadienne des motifs de fierté nationale et un prestige personnel.

8

Un million de sacrifiés

Il se peut que Marcel Chaput, l'homme que le rond-de-cuirisme ennuyait et qui a préféré l'exaltation de la politique, soit un excellent chimiste; mais on ne donnerait pas cher pour son sens de l'histoire et sa formation philosophique. Il ne raisonne pas, il résonne.

Dans sa fameuse brochure-manifeste, "Pourquoi je suis Séparatiste", au chapitre relatif aux minorités d'origine française qui se sont dispersées dans les diverses provinces de majorité de langue anglaise, le chef indépendantiste affirme en substance que ces groupes de la dispersion, qui comptent plus d'un million, sont, en grand nombre, anglicisés ou voués à l'anglicisation et que tous les efforts du Québec confédéré pour les repêcher sont voués à la faillite. Là-dessus, il tourne en ridicule les diverses interventions de nos sociétés nationales en faveur de ces frères éloignés. Il n'attache aucune importance aux victoires remportées par ceux des nôtres qui, hors du Québec, ont gagné l'école bilingue. D'après lui, ces écoles n'empêchent pas les petits Canadiens français d'être dominés par le parler majoritaire. Pour lui, l'Université d'Ottawa n'est qu'une usine d'anglicisation.

La langue démagogique

Encore un peu et Chaput livrerait toutes ces minorités à leur triste sort. A le lire, on croirait, par moments, qu'il tient comme article de foi que parler anglais, pour un fils de notre Israël laurentien, c'est une dégradation. Comment un homme intelligent — car il l'est sûrement — peut-il ainsi prendre une attitude qui relève plutôt de la psychiatrie?

Le séparatisme seul, affirme-t-il, pourrait sauver, chez ces minorités, ce qui peut l'être encore. Comment? *“En insufflant, dit-il, à tous les Canadiens français, où qu'ils soient, une mystique afin que se joue au Canada tout entier, en Amérique et partout dans le monde, le rôle civilisateur que lui a conféré l'Histoire.”*

“Mystique”, “rôle civilisateur”, mission confiée par “l'Histoire”, tout ça, c'est de la grosse farce. Chaput lui-même, j'en suis sûr, n'en croit pas un traître mot. Je parie que dans l'intimité, il serait un des premiers à rire de ce pompérisme et à nous dire: “Vous savez bien qu'il y a longtemps que j'ai perdu la foi aux fameuses “missions providentielles”. Je ne suis pas dans les confidences du Très-Haut. Mais je suis un démagogue, et, comme tel, il faut bien que j'emploie le vocabulaire démagogique.”

Dans le même chapitre de son livre, le leader séparatiste tente d'expliquer ainsi l'effet miraculeux que produirait, chez nos frères dispersés, sa magique indépendance. Celle-ci, affirme-t-il, donnerait *“à tous les Canadiens français, tant du Québec que des minorités canadiennes ou franco-américaines, une légitime fierté et une dignité qui commandent le respect de tous et que seule une nation libre peut inspirer.”*

“Fierté”, “dignité”, “respect”, que de beaux et solides arguments il nous sert, ce monsieur! Cela fait partie de la *mystique*. Car la mystique joue un rôle prépondérant dans la campagne souverainiste.

Équivoque volontaire ou canaillerie?

Mais la canaillerie la plus grave de ce passage — et de quelques autres — c'est que le R.I.N. cherche à assimiler, mettre dans le même panier, les Canadiens français installés en diverses provinces du Canada, c'est-à-dire établis chez eux, et les Canadiens français *émigrés* aux États-Unis et *naturalisés américains*, c'est-à-dire devenus, pour le Québec, des étrangers. La distinction est essentielle. Et si les indépendantistes ne la font pas, c'est qu'ils sont, ou bien de mauvaise foi ou bien fort ignorants.

N'importe quel Canadien du Québec, quelles que soient sa langue et ses origines ethniques, peut aller s'implanter aux confins de l'Alberta ou de la Colombie Britannique sans sortir de *son pays*, c'est-à-dire de *chez lui*. Son statut national demeure absolument inchangé. Là-bas, il participera aux élections de son député, de ses conseillers municipaux, de son maire. Il accédera, à l'occasion, aux diverses charges publiques de sa ville ou de sa région. Bref, il sera citoyen à cent pour cent, parce que la *nation canadienne* est *sa nation*. Telle est la réalité légale, constitutionnelle et historique.

Il en va tout autrement pour le Canadien français qui déserte le sol natal et va se fixer aux États-Unis avec l'intention d'en faire sa patrie. Il n'est alors qu'un immigrant. Aucun des avantages énumérés plus haut pour un déplacement à l'intérieur de nos frontières ne peut lui échoir avant qu'il ait obtenu son certificat de naturalisation. Mais alors il cesse d'être un Canadien et devient un Américain. Il ne nous appartient plus. Les droits qu'il possède sont des droits américains. Il n'a plus aucun droit spécifiquement canadien. De notre côté, si nous allions le relancer sur la terre étrangère et poser un geste officiel pour le refranciser, l'autorité américaine serait justifiable de nous renvoyer chez nous en nous disant de nous mêler de nos affaires.

Les émigrés que l'on appelle des Franco-Américains et qui, en vérité, sont des Américains tout court, sont exactement sur le même pied que les descendants d'Allemands, de Suédois, de Hollandais, de Russes, de Français, d'Italiens, d'Espagnols et autres, qui constituent une portion énorme des 190,000,000 d'hommes et de femmes issus de tous les pays du monde et qui forment ce quelque chose de pourtant homogène et patriotique qui a nom nation américaine.

Ce sont là des faits tellement évidents que l'on se demande pourquoi il faut les discuter ou les mettre en cause. Vous demandez pourquoi? C'est assez simple, quand on y pense: les pêcheurs en eau trouble n'hésitent pas à créer de ces équivoques pour atteindre l'un de leurs buts les plus importants, à savoir que, si l'on peut persuader les esprits crédules et irréfléchis que le statut d'un Canadien français, vis-à-vis le reste du Canada, est identique à celui de ce même Canadien français vis-à-vis les Etats-Unis, on aura réussi à faire croire que ce citoyen est un étranger dans sa propre patrie. C'est ce qu'on appelle l'arme du mensonge.

Ici encore, l'échafaudage séparatiste tombe à plat. Quant à savoir s'il faut renoncer à secourir culturellement nos frères séparés sous le prétexte qu'un grand nombre d'entre eux se laissent assimiler par les anglophones, c'est une question puérile au fond. D'abord, il faut savoir distinguer entre des groupes peu nombreux et si peu compacts qu'il leur est très difficile, sinon impossible, d'utiliser le français dans leur ambiance, et d'autres groupes assez populeux, assez organisés et pourvus d'assez de moyens de durer pour que leur français ait des chances non seulement de survivre, mais de se fortifier par expansion naturelle.

Mes voisins, les Warren et les McNicoll

La première de ces catégories semble fatalement vouée à l'anglicisation. Personne n'oserait reprocher à ces transfuges de céder à une nécessité pratique et à

l'une des vieilles lois de la vie. Tout le long de l'Histoire, des millions d'hommes et de femmes ont changé de pays, de langue, de foi, de coutumes. C'est un phénomène particulier aux innombrables migrations humaines au cours des siècles. C'est une loi de la nature que les êtres soient modifiés par leur ambiance, et il n'est pas dans la nature que l'on doive, par essence, parler telle ou telle langue ou s'éterniser dans telle ou telle race. Langue et race sont des choses accidentelles.

Que si l'on veut à tout prix reprocher à nos frères submergés par leur entourage de passer à l'anglais, nous devons en toute logique reprocher également à quelques milliers d'Anglo-Protestants canadiens de s'être francisés et catholicisés au contact des Laurentiens. Car il y en a plus qu'on ne le pense. Né et élevé à la Pointe-au-Pic, en Charlevoix, je me souviens que nous avions pour voisin de gauche un vieux garçon du nom d'Arthur Warren; pour voisins de droite, nous avions deux familles de McNicoll; plus loin, il y avait des MacLean, des Murray, des Bailey, des Warren encore, gros marchands de l'endroit, des Forgues, des Blackburn, des Nairn, des Sheehy, et autres. L'une de mes tantes avait nom Mary Golf, et ma marraine, Maggie Merton. Tout ce monde-là était francisé jusqu'aux moelles. La plupart d'entre eux ignoraient tout de l'anglais. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas fait d'études parlaient jolal comme tout le monde. Il ne faut pas oublier non plus un dénommé Patrick Murdock qui, ayant reçu d'un Canadien français une lettre rédigée en anglais, fut indigné au point de retourner l'écrit à ce dernier en lui rappelant son devoir envers sa langue maternelle.

Toute la vie de l'humanité est faite de ces mutations commandées par l'ambiance, l'intérêt, les alliances et autres circonstances du genre. Alors, quoi?

Minorités bien vivantes qu'il faut seconder

Restent les minorités nombreuses et organisées, qui sont, pour ainsi dire, une force d'expansion du noyau

principal de la race. On en trouve dans l'Ontario, dans le Manitoba, dans la Saskatchewan et, va sans dire, dans les Maritimes. Le premier ministre du Nouveau-Brunswick est de souche et de langue françaises. Va-t-on prétendre que ces communautés sont vouées à l'anglicisation et qu'elles ne réussiront, à la longue, comme l'affirme Chaput, qu'à fortifier l'élément anglophone en lui fournissant des transfuges? C'est faire bon marché des luttes soutenues par ces minorités pour rester fidèles à elles-mêmes.

L'un de nos journalistes les plus connus, Gérard Filion, n'écrivait-il pas récemment qu'il avait visité plusieurs de ces groupes de la dispersion et qu'il y avait trouvé des foyers de français bien vivants? Que d'autres témoignages démontrent que le territoire laurentien n'est pas *la réserve fermée et exclusive* du stock français et que ce stock est assez riche et fécond pour s'acclimater ailleurs.

La marotte des chaputins, lorsque l'on discute un tel sujet, c'est qu'il n'y a de salut possible que dans l'unilinguisme et que partout où les nôtres sont dans l'obligation d'apprendre une deuxième langue, comme c'est le cas partout en dehors du Québec, c'est une sorte de damnation éternelle. C'est là une de ces sottises prétentions qui, prises au sérieux, réduiraient notre race à une existence de tribu nègre.

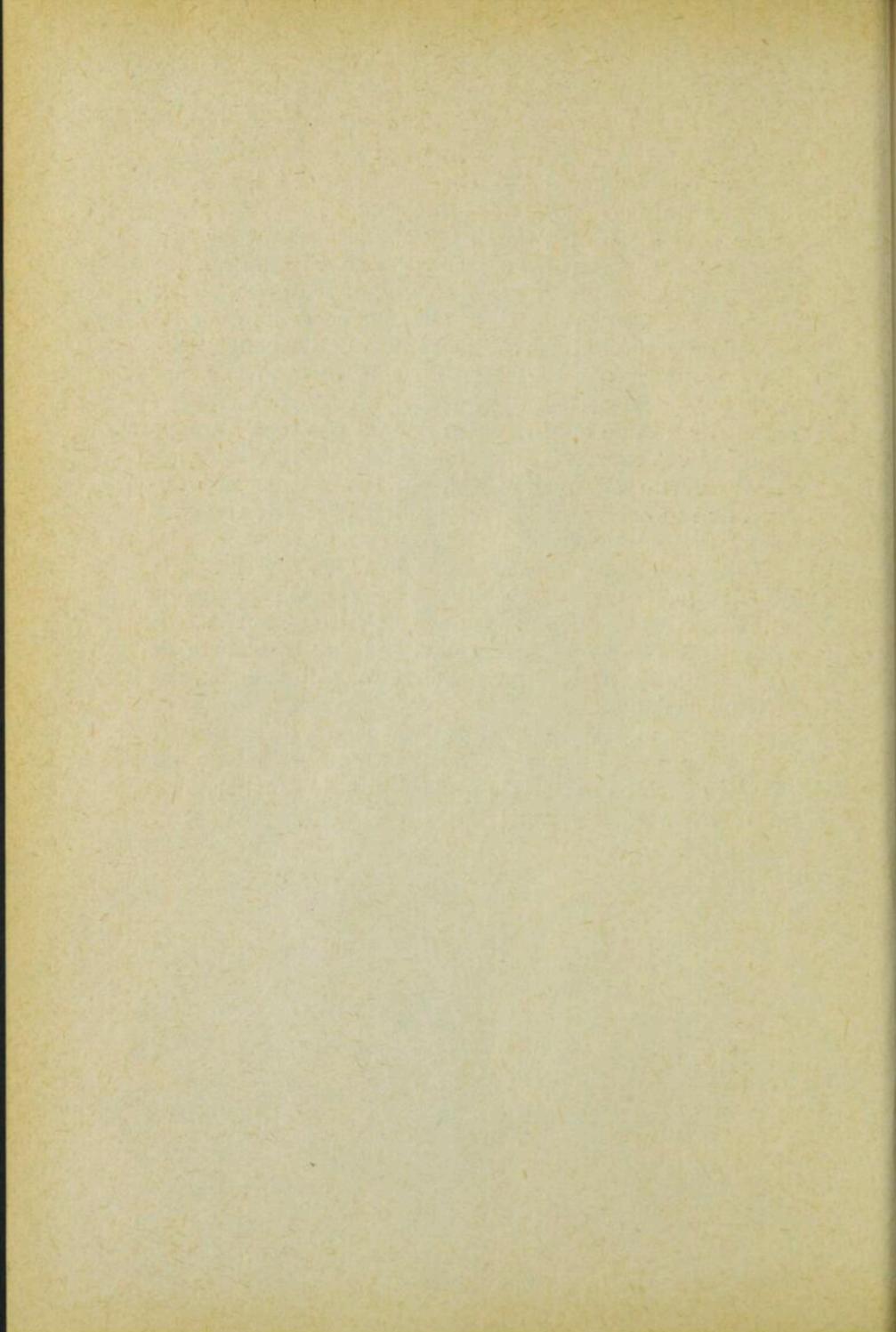
Il faut plutôt avoir confiance que ceux de nos frères qui, de leur plein gré, ont franchi les limites provinciales, avec le sentiment de demeurer tout de même dans un pays bien à eux, sont un débordement de la vitalité canadienne-française. En nombre croissant, n'en doutons pas, ils liront les livres de la France et du Québec, assureront à leurs écoles des professeurs de français de plus en plus compétents, parleront, dans leur foyer, une langue de plus en plus pure et s'efforceront sans cesse de faire honneur, par leur mérite et leur savoir, au sang qui coule dans leurs veines. Loin de nous, ils seront pour

nous un témoignage. Le Québec est disposé à les seconder dans toute la mesure de ses moyens.

Le chef du R.I.N., après avoir allégrement sacrifié nos frères dispersés, affirme, en guise de consolation, que l'indépendance, une fois acquise, rien n'empêchera la Laurentie d'alimenter "la vie française des minorités par la construction de bibliothèques et de centres sociaux français, par l'érection de collèges français, par la diffusion d'organes d'information française..." et le reste. Il y a là de quoi rire. On ne voit pas bien un pays séparé allant construire des collèges sur un territoire qui serait devenu étranger et qui, par surcroît, se prévautrait de son droit de prévenir toute atteinte de ce genre à son autonomie scolaire.

Mais toutes les promesses réalisables que lance le R.I.N. à la légère, nous pouvons les remplir beaucoup plus aisément en demeurant dans le cadre de la confédération que dans une réserve fondée sur une sorte de xénophonie et, malgré les protestations de Chaput, sur la haine de l'anglais.

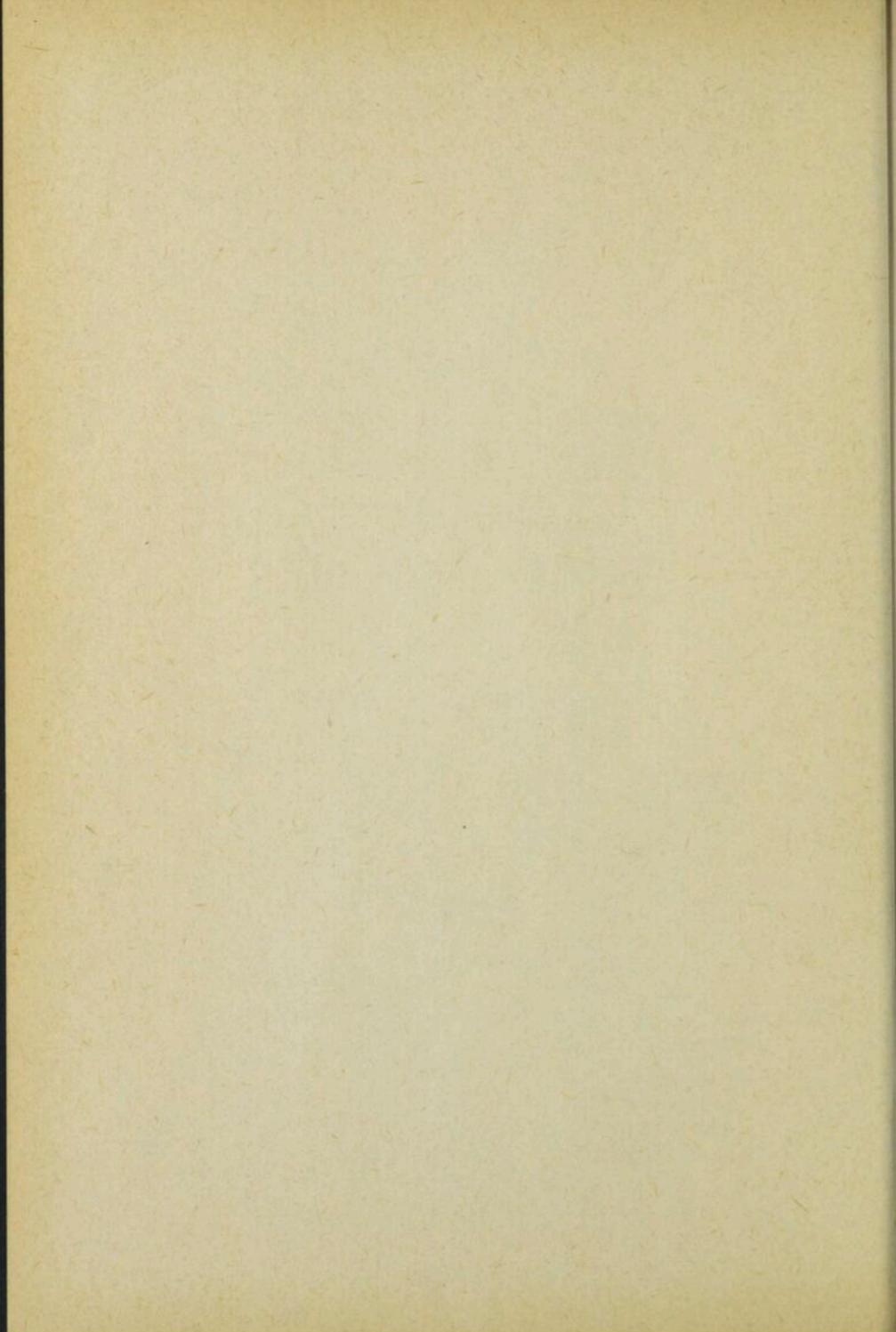
De la sorte, les séparatistes n'ont rien à offrir que du vent à nos frères séparés. Tout ce qu'on retient de son chapitre sur nos minorités vivant hors du Québec, c'est qu'il semble les mépriser.



DEUXIÈME PARTIE

ERREUR À CORRIGER,

VÉRITÉS À DIRE



1

Une théorie fondée sur l'ignorance de l'histoire et de la nature

Le souverainisme séparatiste repose sur une croyance qui n'a aucun fondement ni dans la réalité, ni dans l'histoire, ni dans la nature.

Son point de départ, c'est qu'une nation est le produit d'une communauté de langue, de tradition, de croyances, d'habitude, de culture et d'aspirations sur un coin donné de la terre.

C'est un faux départ.

Aucune nation importante, aucune, ne s'est fondée là-dessus. L'ancien empire romain n'aurait jamais existé s'il lui avait fallu attendre de telles conditions pour se manifester. De même pour la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Russie... Tous ces pays-là ont été cimentés avec une incroyable diversité de langues, de coutumes et même de races.

Aux divers points de vue race, caractère, attitudes morales et sociales, type physique, façon de penser et de s'exprimer, il y a autant de différence entre un Breton

et un Provençal, en France, qu'entre un Albertain et un Laurentien, au Canada. N'allez pas dire à un Ecossais qu'il est un Anglais, vous l'insulteriez; ailleurs, il y a trois Suisses en une seule, la française, l'allemande et l'italienne. Il y a deux Beligiques en une seule: la française et la flamande. Il y a dix-sept Russies divisées en plusieurs langues et en races de toute sorte.

Le mensonge des races pures

Sur le sujet, il faut lire, dans *Cité Libre* d'avril 1962, l'excellent article de Pierre Elliott Trudeau, sous le titre "La nouvelle trahison des clercs". C'est ce que j'ai lu de mieux sur la question dans toute la presse du Québec. Je regrette de ne pouvoir en citer que quelques extraits.

Marcel Chaput avait écrit, pour soutenir sa thèse, que "depuis la deuxième guerre mondiale, au-delà de trente pays, anciennes colonies, ont accédé à la souveraineté." Trudeau détruit d'abord cette équivoque en démontrant qu'il n'y a aucune similitude entre ces pays et le nôtre, puis il écrit que "l'opération qui consiste à placer l'indépendance du Québec dans ce courant historique est *un pur sophisme*." Et il poursuit:

"L'Etat de l'Inde est une république souveraine. Mais on y reconnaît officiellement 4 langues (ce qui n'inclut ni l'anglais, ni le chinois, ni le Thibétain, ni les innombrables dialectes). Il y existe huit religions principales, dont plusieurs sont irréductiblement opposées les unes aux autres. Où est la nation? Et quelle indépendance veut-on ici citer en exemple?

"L'Etat du Ceylan compte trois groupes ethniques principaux et quatre religions. En Fédération malaise, il y a trois autres groupes ethniques. L'Union birmane oppose entre elles une demi-douzaine de nationalités. La République indonésienne inclut au moins douze groupes nationaux, et on y parle vingt-cinq langues principales. Le Vietnam, en plus des Tonkinois, des Annamites et des Cochinchinois, compte huit tribus importantes.

“En Afrique, le caractère multi-ethnique des nouveaux Etats est encore plus frappant. Les frontières de ces pays souverains ne sont que le décalque des lignes tracées naguère par les colonialistes, au hasard des conquêtes, des explorations et des fantaisies administratives. En conséquence, les membres d'une même tribu, parlant une même langue et ayant les mêmes traditions, sont devenus citoyens d'Etats différents, et ces Etats souvent ne sont guère plus que des conglomerats de groupes distincts et rivaux. On voit un peu ce que ça donne dans le Congo ex-belge. Mais on retrouve à peu près la même complexité ethnique si on regarde le Ghana, le Soudan, la Nigéria, ou presque partout ailleurs. En Afrique occidentale française, par exemple, la population se composait de quelque dix tribus éparses; la France trouva commode d'y découper huit territoires.

Algériens et Cubains

“Pour ce qui est de l'Algérie, du G.P.R.A., que nos Indépendantistes citent toujours en exemple, il n'est pas difficile de voir en quel sens elle veut être un Etat. En plus des habitants d'origine française, espagnole, italienne, juive, grecque et levantine, il faut distinguer dans ce pays les Berbères, les Kabyles, les Arabes, les Maures, les Nègres, les Touareg, les Mzabites, et plusieurs ratons laveurs. De l'opposition Kabyle-Arabe notamment, on n'a pas fini d'entendre parler.

“Quant à Cuba, enfin, qui revient toujours dans les discussions séparatistes comme un exemple à suivre, c'est de toute évidence un pur coq-à-l'âne. Ce pays était souverain sous Batista et il est souverain sous Castro. Il était économiquement dépendant autrefois, il l'est encore maintenant. Le *self-government* n'y existait pas jadis, il n'y existe toujours pas aujourd'hui. Bon; et qu'est-ce que ça prouve? Que Castro n'est pas Batista? Bien sûr; mais l'Hydro-Québec sous René Lévesque n'est pas l'Hydro sous Daniel Johnson. Nous voilà bien avancés vers le séparatisme...

“Il ressort de tout ceci qu’en posant l’indépendance comme une chose bonne en soi, une affaire de dignité pour tout “peuple normal”, on embarque le monde dans une drôle de galère. On a prétendu que tout anti-colonialiste sincère, qui veut l’indépendance pour l’Algérie, devrait aussi la vouloir pour le Québec. Ce raisonnement postule que le Québec est une dépendance politique, ce qui est bien mal connaître son histoire constitutionnelle.”

En avril dernier, je causais avec un jeune Espagnol séjournant dans le Québec pour y poursuivre des études démographiques. Le séparatisme l’intéressait. Là-dessus, il me fit observer que son pays avait également deux peuples différents, les Castillans et les Catalans et que plus d’une fois des crises de souverainisme y avaient éclaté. Mais que serait l’Espagne sans la Catalogne? On pourrait ajouter un troisième élément ethnique en ce vieux pays, les Basques, qui ont leur propre langue et dont le type diffère entièrement de l’Espagnol.

Pourquoi pas un séparatisme de Westmount?

C’est dire que, s’il fallait s’en remettre à la thèse séparatiste, le morcellement de la plupart des pays du monde se poursuivrait à l’infini. Au sein même du Québec, les Juifs, qui comptent probablement deux à trois cent mille citoyens de notre métropole et qui, eux aussi, ont leur langue, leur histoire millénaire, leurs croyances, leurs traditions et leur culture, pourraient réclamer leur petite Palestine en marge de la confédération. De même pour les “maudits Anglâs” de Westmount, de Notre-Dame-de-Grâce, Hampstead et Mont-Royal. Pourquoi pas? A cela s’ajoute qu’un certain nombre de Montréalais, qui trouvant que le gouvernement de Québec leur coûte trop cher et que leur ville est tannée de lui servir de vache à lait, parlent sérieusement de sécession et de former la province de Montréal. Chez ces extrémistes, on rencontre des gens pour s’écrier: “La Gaspésie? Le Lac

Saint-Jean? Chibougamou? Je m'en sacre!" Il n'y aurait donc pas de limites à une épidémie de séparatisme.

Tout ceci pour revenir à cette idée fondamentale, à savoir que la création des nations repose, a toujours reposé, sur un ensemble d'intérêts, sur une volonté de puissance, une vision d'avenir, et non pas historiquement, sur une communauté de race, de langue et d'origine.

Race, langue, origine, traditions ne sont pas des faits de la nature. En d'autres termes, elles ne sont pas partie de l'essence de l'homme. Celui-ci peut toujours vivre sans elles, tandis qu'il ne saurait se passer de pain. Ce sont donc des *accidents*. Accidents fort importants, sans doute, mais accidents quand même.

On ne fait pas des sapins avec des pommes

Avec le pépin du pommier, on ne peut produire que des pommiers et non des sapins; avec des grains de blé, on ne fera pas pousser de l'avoine; mais avec la semence de l'homme, on ne fera pousser que des hommes, et non pas des races. Si nous supposons, par exemple, que des Canadiens — nommons-les Chaput ou Barbeau — seraient nés en Suède et, après avoir perdu leur père et leur mère dès le berceau, auraient été élevés dans une famille suédoise à parler le suédois, fréquenter les écoles suédoises et participer à la société suédoise. Qu'en serait-il résulté? un Chaput suédois ou un Barbeau suédois.

C'est ce qui explique pourquoi des millions de Nord-Américains au Canada et aux Etats-Unis, originaires de tous les pays du monde, ont oublié tout le passé de leurs familles et sont devenus de purs Canadiens ou de purs Américains.

Si j'insiste sur ce point, où d'aucuns ne verront qu'une vérité de La Palice, c'est que l'un des chefs du mouvement séparatiste a plus d'une fois affirmé, sous diverses formes, que la formation d'une nation laurentienne est un *droit de nature*. On fait même entrer là-dedans

une sorte de volonté divine, avec les grands mots de peuple-élu et de mission providentielle. On devrait pourtant se souvenir que l'Allemagne, en 1914, se rua sur l'Europe, qu'elle mit à feu et à sang, au cri de "Dieu est avec nous".

La mystique de la folie

Je me suis rendu compte du fanatisme que suscite une telle illusion, un jour que, voyageant en chemin de fer à travers l'ouest du Canada, j'eus, avec un jeune officier canadien-français, une conversation sur la question de race. Pour lui, le plus grand malheur qui pouvait frapper un de nos congénères émigrant aux États-Unis ou en Colombie-Britannique, c'était de condamner ses descendants à perdre leur identité. Je voulus savoir jusqu'à quelle profondeur ce sentiment était enraciné chez lui.

"Supposons, lui dis-je, qu'un bébé naisse dans un taudis de l'est de Montréal, de père et de mère de langue française, qu'il perde ses parents peu après sa naissance, qu'il soit adopté dans une famille riche et catholique de la Californie, qu'il jouisse là-bas de tout le confort imaginable, qu'il y reçoive une formation excellente dans les meilleures écoles et universités, qu'il devienne, à l'âge adulte, l'un des citoyens les plus éminents et les plus utiles de son pays d'adoption: croyez-vous que cet enfant-là y aurait perdu au change?"

"Je le crois", me répondit le jeune officier.

A partir de là, toute discussion devenait inutile. Dans le silence qui suivit, je me demandai comment une certaine éducation pouvait à ce point abolir la raison, le sentiment d'humanité, chez un jeune homme intelligent, instruit et bien élevé. Certes, le gros bon sens populaire de Baptiste est, en général, étranger à une telle mentalité; mais on retrouve celle-ci, malheureusement, chez un certain nombre de petits bourgeois d'où l'élément séparatiste tire presque toute sa vigueur.

Mais c'est aussi sa faiblesse. Parce qu'il ne propose rien de sérieux au point de vue *nature*, que sa théorie d'indépendantisme racial repose que sur une hérésie historique et non sur un *facteur humain*, il peut renaître périodiquement par soubresauts, mais il s'effrite vite comme une substance artificielle et sans consistance.

2 | Où nous conduirait l'unilinguisme prêché par les séparatistes?

Après avoir lu le livre de Marcel Chaput, "Pourquoi je suis séparatiste", on comprend qu'il possède à fond l'art de prendre ses désirs pour des réalités. C'est ce que les Anglais qualifient de "wishful thinking". Il a l'air de s'imaginer qu'une fois la séparation accomplie et lui-même pape de la nouvelle république, il n'y aura pas autre chose, dans sa Laurentie, que du français. Le mot unilinguisme revient souvent sous sa plume. A l'école, point d'anglais! A l'usine, point d'anglais! Et ce sera le bonheur parfait.

La fable de l'unilinguisme

J'ai déjà indiqué précédemment que le Québec, en réalité, est déjà unilingue, puisqu'au moins 65 p. c. de la population est incapable d'articuler une seule phrase en anglais. Mais il faut discuter le problème plus à fond, pour bien montrer l'absurdité ou la fumisterie du mouvement séparatiste.

M. Chaput écrit entre autres:

“Vous rendez-vous compte de ce que serait la vie dans un pays unilingue? Du matin au soir, la langue que vous entendriez serait la même, la langue nationale.

M. Chaput écrit encore:

“Finie cette situation absurde et mortelle, économiquement aussi bien que culturellement, pour les Canadiens français, qu’est l’école bilingue quand un Canadien français sur deux, éventuellement, doit travailler en anglais.

“Finie cette cohabitation délétère de deux langues, de deux systèmes de pensée qui fait du bilinguisme canadien-français *l’art douteux de parler deux langues à la fois.*”

C’est après avoir proféré de telles insanités que l’auteur ose affirmer que toute idée d’isolement du Québec en Amérique n’entre nullement dans sa pensée, nullement dans son système. Allons donc!

Ou bien ce que vous venez d’énoncer signifie *isolement*, ou bien les mots ne veulent rien dire.

Par bonheur, les Canadiens de langue française, en immense majorité, repoussent une telle idée. Je suis prêt à parier un contre cent que pas un seul de mes compatriotes vraiment sérieux, vraiment intelligent, vraiment au courant des faits ethniques et géographiques, ne consentirait à condamner toute sa race à la pratique d’une langue unique.

Ce serait bien le seul groupe humain du monde où l’on tirerait gloire de ne savoir et de ne parler qu’une seule langue. Partout ailleurs, on sait que le multilinguisme est une force, une supériorité.

Je considère comme une mauvaise action, un bien mauvais service à rendre, que de conseiller à notre petit peuple d’avoir horreur d’une seconde langue. Surtout quand cette langue est l’anglais. Celle-ci est devenue, on le sait, le principal moyen de communication de l’univers

contemporain. A ce point de vue, elle a supplanté les autres langues, y compris le français, sur les divers continents. Comment peut-on dès lors ravir à tout un peuple la chance qu'il a, lui, de l'apprendre et de la parler? Bien entendu, le parler maternel doit passer avant tout autre; mais l'anglais ne lui est pas moins indispensable.

Il faut à la province de Québec toujours du français, beaucoup de français et du meilleur français. Pour elle, renoncer à cette richesse culturelle serait non seulement s'amoindrir comme entité ethnique, mais s'appauvrir intellectuellement et humainement. Aussi n'en peut-il être question.

En deuxième lieu, il faut aussi au Québec, une connaissance suffisante de l'anglais.

Prisonniers dans notre propre maison?

Sur le continent nord-américain, un peuple ignorant de cette langue serait prisonnier de son verbe et de sa frontière. C'est un de ces cas où une patrie peut devenir une prison.

Le sort a voulu que nous soyons des Nord-Américains. Nous sommes ici environ 5,000,000 de francophones au milieu d'un océan humain de 200,000,000 d'anglophones.

Que le Québec soit un Etat séparé ou non, il ne peut rien, absolument rien contre cette réalité. Ici encore, le projet Chaput débouche à zéro.

Aucun d'entre nous ne peut franchir les limites est, ouest ou sud du Québec sans avoir à entendre et parler anglais. Nous ne l'empêcherons pas parce que nous n'avons sûrement pas les moyens d'enfoncer notre français dans la gorge de l'Amérique.

Nous n'empêcherons pas non plus les anglophones, touristes, commerçants, industriels, financiers ou simples visiteurs de passer très fréquemment parmi nous.

Nous n'empêcherons pas un tas de produits d'importation américaine, notamment dans le domaine de la mé-

canique ou électronique, sans compter le reste, de continuer à introduire chez nous nombre de vocables étrangers que nos travailleurs devront forcément utiliser faute de mieux pour se faire comprendre.

Economiquement, commercialement, industriellement, nous dépendons trop de nos voisins immédiats, qui, en regard de nous, forment une majorité écrasante, pour accepter la grossière utopie, la folie de l'unilinguisme.

On me racontait, il y a quelque temps, une anecdote qui, sans importance en elle-même, illustre assez bien l'inconvénient qu'il y a à demeurer prisonnier d'une langue.

Un jeune couple d'un district situé au sud de Montréal rêvait depuis longtemps de quelques jours de vacances à la fameuse plage de Old Orchard. Un beau matin de l'été dernier, ces époux, rayonnants de joie, partirent en auto pour une sorte de second voyage de noces. Après avoir franchi la frontière sans encombre, ils s'égarèrent dans une petite ville américaine. Il leur fallait donc aller aux renseignements. Comment faire? Ils ne parlaient pas un traître mot d'anglais et n'y comprenaient rien. Quatre fois de suite, ils s'adressèrent à des passants, dans l'espoir de rencontrer un Franco-Américain. Peine perdue. Personne ne les comprit; ils ne comprirent personne. De guerre lasse, le mari impatient, proférant tous les jurons du répertoire laurentien, rebroussa chemin et rentra au Canada.

On ignore si ce pauvre touriste déçu a décidé d'apprendre l'anglais ou de se faire séparatiste par dépit.

Les carrières sans l'anglais

De toute façon, on a trop répandu dans notre public que, pour vivre dans la province de Québec, point n'est besoin de savoir l'anglais. Il est vrai qu'on ne meurt pas de l'ignorance de cette langue, mais il est certain que bien peu de personne, chez nous, peuvent réussir à se créer, sans elle, une carrière intéressante. Même avec

un Etat séparé, des efforts inouïs, des lois sévères et une épaisse muraille de neige et de glace entre nous et le reste du continent, le Québec demeurera *une infime minorité nord-américaine*.

L'un des principaux arguments de Marcel Chaput et de ses comparses, pour étayer leur projet, c'est que nous sommes une minorité dans la confédération et que nous voulons cesser de l'être.

Sophisme! Car il s'agit d'une minorité humaine plutôt que politique; il s'agit de nécessités économiques, sociales et géographiques, qui, sans cesse et peut-être de plus en plus, imposeront aux nôtres la connaissance et l'usage de l'anglais, langue première du milieu continental dans lequel nous sommes forcés de vivre.

J'ai rencontré, au cours de l'hiver, un Français immigré au Canada depuis quelques années et représentant, à Montréal, une société de produits alimentaires. Il me disait ceci, qu'il fait bon retenir: "Je regrette de n'avoir pas appris l'anglais avant de venir au Canada. C'est la publicité de votre ministère de l'immigration qui m'a induit en erreur. Car, sur l'une de vos feuilles de propagande, j'avais lu que "l'usage de l'anglais est de rigueur dans tout le Canada, sauf dans le Québec, province de langue française." Vous savez que ce n'est vrai qu'à moitié. Une fois rendu ici, j'ai constaté que, pour faire son avenir sur ce continent, on ne peut se passer de l'anglais. A cause de mon erreur première, plusieurs situations fort importantes m'ont échappé."

On peut déplorer un tel état de choses; on peut, à la rigueur, excuser les séparatistes de promettre d'y mettre fin; mais on sait fort bien qu'ils n'y parviendront jamais.

N'oublions pas que les hommes, depuis que le monde est monde, ont toujours été conduits par des minorités supérieures. A nous d'en devenir une.

Cette idée, André Laurendeau l'a exprimée fort bien, dans *Le Devoir* du 16 avril dernier, par sa *Lettre à quelques jeunes gens*: "Nous sommes une minorité, c'est une

situation inconfortable; nous le resterons en Amérique du Nord, autant l'accepter. Nous ne sommes pas grands par le nombre, il faudrait que nous le devenions par l'excellence. On dit que c'est demander à tout un peuple de devenir héroïque: mais non, c'est demander à des hommes installés dans une situation difficile qu'ils n'ont pas choisie, de se hausser un peu au-dessus d'eux-mêmes. Je songe aux Juifs qui, avant Israël, n'avaient même pas de territoire, sauf la patrie perdue qu'ils pleuraient et vers quoi ils se tournaient dans leurs prières; s'ils n'ont pas cinq cents fois péri, c'est par l'acharnement qu'ils ont mis à vivre, et cet acharnement les a souvent conduits vers l'excellence."

Ajoutons que les Juifs ne se sont pas confinés à l'hébreu. S'ils avaient adopté l'unilinguisme comme le conseille aux Canadiens français le chef du mouvement séparatiste, ils ne seraient jamais sortis des ghettos. Ils ont eu la suprême finesse d'apprendre toutes les langues. Bien plus, ils ont étudié les qualités de tous les peuples et ils se les sont assimilées. C'est ce qui fait leur force.

Pourquoi boudier l'Amérique?

Quant à nous, nous boudons les succès anglais ou américains; nous nous trouvons des raisons de les rapetisser dans l'espoir de nous grandir à nos propres yeux et sous le vain prétexte d'éviter l'anglicisation ou l'américanisation. C'est une attitude de défense, toute négative, dont nous ne tirons rien de bon que la satisfaction d'une sottise vanité.

Tout cela procède d'une maladie collective, qui a nom *complexe d'infériorité*. Psychologiquement, c'est tragique.

Marcel Chaput, qui se défend bien de vouloir plonger son Québec "séparaté" dans l'isolement, a pourtant écrit, dans ce livre, ce passage qui ne peut signifier qu'une chose *isolement*. Ecoutez bien:

"Le commerçant d'en face qui s'est donné une raison

sociale anglaise bien qu'il soit de langue française, c'est ça l'assimilation. Cet autre, comme il y en a des milliers au Québec, qui ne lit que des revues et des journaux anglais, qui regarde ou écoute presque uniquement la radio-télévision anglaise, c'est ça l'assimilation. Cette jeunesse de chez nous qui ne connaît que le *hit parade*, c'est ça l'assimilation. L'hôtel de ville qui arbore le *Red Ensign* au Québec les jours de fêtes, c'est ça l'assimilation. Toutes ces maisons de tourisme qui défigurent le visage français de notre province, croyant attirer les visiteurs américains, c'est ça l'assimilation. L'université française qui se croit forcée par les faits d'enseigner à l'aide de manuels américains, c'est ça l'assimilation.

"Ou du moins, c'est ça un degré de l'assimilation, en attendant le degré suivant. Et ainsi de suite au cours des années, jusqu'à ce qu'un jour, jour comme tous les autres jours, on n'ait plus du tout envie d'être ce qu'on avait été autrefois.

"Malheureusement, ce ne sont pas les armes qui assimilent les peuples. Ce serait trop facile de résister. Ce sont les intérêts, les courants d'idées, les modes, les climats psychologiques, bref, ce sont de ces situations comme celle où nous nous trouvons nous-mêmes.

"Avec un peu de persévérance, nous atteindrons sans doute, nous aussi, et peut-être bientôt, ce jour comme les autres jours où nous ne tiendrons plus à redevenir ce que nous avons été, c'est-à-dire des Canadiens français."

Ce texte contient, évidemment, quelques suggestions justes. Je n'approuve pas, par exemple, le commerçant laurentien qui pose son affiche en anglais dans un milieu français. Encore faut-il savoir si sa clientèle est de majorité anglaise... Alors... Mais cela est sans importance.

Veut-on dicter à Baptiste ses goûts et préférences?

Ce qui me frappe, dans cette prose qui trahit tout un monde de préjugés, c'est que l'on blâme les nôtres de

lire des journaux ou revues de langue anglaise, d'écouter la radio en cette langue et de faire de même pour la télévision. D'après le chef séparaté, c'est ça, l'anglicisation. Il ne se demande nullement si ces journaux, ces revues, cette radio et cette télévision, exprimés en anglais, sont suivis, plus écoutés justement lorsqu'ils sont mieux faits ou plus intéressants. En réalité, c'est le cas qui se produit, au moins quatre fois sur cinq. Dès lors, le séparaté fanatique voudrait astreindre le Laurentien à une qualité inférieure uniquement par sentiment racique. La pire dictature n'agirait pas autrement.

C'est tellement vrai que Marcel Chaput ne s'en cache même pas. Deux fois dans ce texte revient la même idée à savoir qu'à force de lire, d'entendre et de voir de bonnes choses de provenance anglaise ou américaine, "on n'a plus du tout envie d'être ce qu'on avait été autrefois" — "nous ne tiendrons plus à redevenir ce que nous avons été, c'est-à-dire Canadiens français."

En d'autres termes, dans l'esprit de ces racistes, il ne faut pas chercher à prendre ailleurs ce qu'il y a de bon, de mieux que chez nous: il faut fermer nos fenêtres et nous immobiliser dans une pose de brahmanes.

Les critiques dirigées contre les influences anglo-américaines n'ont généralement pas d'autre inspiration que celle-là. Il n'entre pas dans le cerveau de ces gens que notre peuple ferait un grand pas en avant s'il pouvait acquérir le sens pratique, le réalisme, l'esprit d'ordre et de discipline de l'Anglais, qualités que l'on posséderait d'autant plus aisément que l'on sera meilleur bilingue.

Plus dramatique peut-être est la phobie de l'américanisation qui frappe d'hystérie un grand nombre de Canadiens, tant de l'Ontario que du Québec. Sous prétexte de conserver — on ne parle que de conserver — un caractère national qui est probablement plus imaginaire que réel, nos supernationalistes n'ont cessé, au cours du dernier demi-siècle, de déprécier nos voisins du sud. A

ma sortie du collège, j'avais appris que ces derniers n'étaient que des barbares alors que le Québec demeurerait le gardien de la culture et de la civilisation sur ce continent.

Déprécier le voisin pour se grandir

Aujourd'hui encore, je ne cesse d'entendre certains de mes amis, même des plus raffinés, dire d'un ton dégouté, chaque fois qu'une chose leur déplaît: "C'est américain!". Comme s'il ne pouvait rien sortir de bon d'outre-frontière! N'est-ce pas là une autre manifestation de notre complexe d'infériorité?

Je dénonçais cette attitude dans *Le Petit Journal* du 21 mai 1961, à propos de la visite à Ottawa des époux Kennedy. Les lignes que j'écrivais alors, je crois devoir les répéter ici:

"Il est heureux que 4,000 personnes aient chaleureusement acclamé le président des Etats-Unis, John Kennedy, et sa charmante Jackie, à leur arrivée dans la capitale canadienne.

"Dans sa réponse aux paroles de bienvenue que lui avait adressées le premier ministre Diefenbaker, M. Kennedy déclarait: "En ce temps prolongé d'incertitude, qui n'est ni la paix ni la guerre, nous devons nous tenir ensemble plus fermement que jamais... Dans l'effort visant à édifier un monde où régneront la justice et une paix durable, le Canada et les Etats-Unis doivent se trouver et — j'en suis certain — se trouveront comme ils le furent toujours: ensemble!"

"Ces paroles ne sont pas l'expression banale d'un visiteur obligé d'employer d'aimables formules diplomatiques; elles traduisent une réalité que les Canadiens ne sauraient méconnaître sans commettre une sorte de suicide. Economiquement, socialement, culturellement, linguistiquement, géographiquement et même historiquement, le Canada et les Etats-Unis sont si étroitement liés qu'un divorce entre eux est impensable. D'ailleurs, ils

sont faits pour s'entendre, en raison d'une similitude de caractère, de vues politiques, de moeurs, de croyances et de formation ethnique. Aucun d'entre nous ne se sent dépaycé en traversant la frontière. C'est ce qui explique que n'importe quel Canadien — à moins d'avoir un bien mauvais dossier — pénètre dans la grande république aussi facilement qu'une lettre à la poste; c'est également ce qui explique que, sur une ligne "imaginaire" de séparation de 3,300 milles, il n'existe aucun soldat, aucune tranchée, aucun fort, aucun canon. Entre deux nations également pacifiques, la confiance et le respect mutuels tiennent lieu de sentinelles.

Prosperer ensemble ou crever ensemble

"L'essor industriel du Canada s'est réalisé, en grande partie, par le placement d'environ onze milliards en capitaux américains, capitaux sans lesquels notre pays serait aujourd'hui qu'une entité économique négligeable et anémique. On sait en outre ce que signifie pour nous le marché le plus riche du monde. Sur un total de \$5,300,000,000 en exportations canadiennes, \$3,100,000,000 vont aux Etats-Unis. Et c'est un débouché que nous devons cultiver d'autant plus intensément que nos difficultés de vente sur les autres continents, en raison de notre mode de vie plus élevé, des hauts salaires de nos travailleurs et de l'accroissement de la production en Europe et en Asie, sont appelées à croître d'année en année.

"Pour ces raisons et bien d'autres, tout le continent nord-américain est solidaire. On y est forcé de vivre, prospérer et grandir ensemble, ou bien de crever ensemble. On peut dire, jusqu'à un certain point, que la plupart des réussites américaines à travers notre planète sont des réussites canadiennes par voie de conséquence et qu'une catastrophe américaine serait une catastrophe canadienne. Cuba et Castro disparaîtraient subitement que nous ne nous en apercevriions même pas, car ils ne sont rien pour nous; la Russie elle-même cesserait

d'exister que cela n'affecterait notre vie que médiocrement; mais songez à ce que serait pour nous l'effacement des États-Unis!

“Surtout, si nous nous plaçons dans l'actualité, le combat actuel entre la petite phalange des nations démocratiques et libres, qui, depuis des siècles, ont porté tout le poids de la civilisation humaine et qui, finalement, ont été les premières et les seules à reconnaître et consacrer la liberté et la dignité de l'individu, ce combat-là serait perdu depuis des années déjà sans la puissance et la richesse de cette grande nation, seule en état de résister à la vague sanglante de l'impérialisme totalitaire de la vaste conspiration communiste. Elle, disparue ou vaincue, ni vous ni moi ne serions désormais libres. Et je ne parle pas des milliards de dollars américains dispersés dans toute l'Europe pour relever de ses ruines le foyer de la civilisation.

“Face à ces réalités, quelques cerveaux fêlés chez nous ont mené, contre nos voisins et amis, contre les sauveteurs de nos libertés les plus chères, une campagne de dénigrement systématique, et cela, des années durant.

“Il est parfaitement légitime de critiquer les erreurs de nos voisins. Dieu sait s'ils en ont commis! Légitime aussi de nous garder de perdre notre caractère national, en présence de la prestigieuse force d'expansion d'un peuple gigantesque. Mais j'attribue soit à la trahison, soit à l'imbécillité ou à l'ignorance toute tentative suivie de saper à sa base, à l'heure présente, heure pleine de dangers, la seule colonne qui empêche encore l'écroulement de la civilisation occidentale.

“Pour le Canada surtout, une telle attitude tient de la folie. Car ce pays, n'en déplaise aux égarés qui ont peur de regarder la réalité en face, ne comporte pas un axe Ottawa-Londres, encore moins Ottawa-Paris, mais plutôt un axe Ottawa-Washington. De plus en plus, on parlera “au passé” des filiations européennes; mais c'est

“au futur” que l’on parlera de l’axe Canada-Etats-Unis. J’aime mieux ça, attendu que l’avenir importe plus, beaucoup plus, que le passé.”

Une culture nord-américaine

Après avoir lu ce texte publié il y a plus d’un an, on me fera remarquer que l’inquiétude canadienne, face au dynamisme dévorant de la république voisine, est d’ordre social et culturel plutôt que politique et économique. Et puisqu’il est question de langue, en ce travail, il convient en effet que cet aspect du danger d’américanisation soit discuté.

A ce propos j’aurai le courage d’affirmer que nous nous montrerions simplement intelligents et honnêtes, si, au lieu de cacher nos faiblesses sous des campagnes de dénigrement à jet continu, nous avions la franchise d’admettre certains niveaux de supériorité chez nos voisins et amis, de façon à y puiser une inspiration pratique, c’est-à-dire l’ambition de nous élever à la même hauteur.

Sans renoncer en rien à notre français, à notre héritage latin, à notre identité, quel mal y a-t-il à pouvoir lire dans le texte un nombre impressionnant d’essais, romans, nouvelles, pièces de théâtre qui comptent parmi les meilleures productions du monde moderne et contemporain et qui, admettons-le, dépassent tout ce que le Canada, y compris le Québec, a produit dans le genre?

Nous n’avons rien, chez nous, qui se rapproche, même de loin, d’Edgar Poe, de Ruskin, d’Eugène O’Neil, de Mark Twain, de Mencken, de Steinbeck, de Hemingway, de Faulkner, de Caldwell, de Tennessee William et d’au moins une cinquantaine d’autres qu’il serait trop long d’énumérer.

Sans mésestimer l’effort que déploient actuellement quelques-uns de nos écrivains de langue française, concédons sans honte que les Américains, ces barbares, nous donnent depuis longtemps des leçons d’art littéraire, de

pensée, de philosophie dont nous pourrions nous inspirer si jamais nous voulions parvenir à l'universalité comme ils l'ont fait eux-mêmes.

Prenons le bon, repoussons le mauvais

Au lieu de nous épuiser — bien inutilement peut-être — à vouloir repousser sans cesse toute influence qui pourrait modifier ce que nous sommes, ne serait-il pas plus sage de savoir distinguer entre bonnes et mauvaises influences afin de choisir modestement les premières, qui nous rendraient meilleurs, et de répudier les autres, qui nous gêneraient?

Donnerai-je des exemples?

Les Américains ont une musique qui a pénétré dans tous les pays du globe. Nous n'avons rien de tel. Nous serions bien fiers si nous avions pu produire seulement la moitié d'un Gershwin.

Aucun de nos chansonniers ne va à la cheville d'un Stephen Foster. Et, chaque année, naissent aux Etats-Unis des airs de "hit parade" dont plusieurs dépassent de beaucoup nos meilleurs succès locaux.

Depuis quelques années, le théâtre de New-York semble l'emporter sur celui de Paris au double point de vue art et force.

Là aussi se sont révélées des comédies musicales qui n'ont d'équivalent nulle part.

Doit-on en vouloir aux Américains d'avoir:

Le cinéma le plus fécond du monde, dans l'ensemble, le mieux présenté et le plus vivant;

Des journaux d'information mieux faits que les nôtres;

Des magazines supérieurs aux nôtres;

Des spectacles féériques, où le talent féminin se marie à la perfection physique;

Un bon nombre d'émissions télévisées évidemment supérieures aux nôtres;

Des penseurs, des philosophes, des savants, des techniciens comme nous n'en connaissons pas chez nous;

Plusieurs universités bien supérieures à celles de Montréal et de Laval?

Et pourquoi ne pas admirer l'effort gigantesque qui s'accomplit actuellement, au sud des États-Unis, pour préparer la grande aventure humaine de la conquête des espaces et de l'exploration des planètes?

Et pourquoi encore ne pas savoir gré à la puissance américaine d'avoir sauvé la civilisation occidentale et la liberté humaine en couvrant de ses milliards une Europe ruinée par la guerre et incapable de se relever toute seule?

Encore faut-il pour être en mesure d'apprécier toutes ces réalités, savoir outre le français, la langue anglaise, seul véhicule de communication avec l'humanité qui nous environne.

J'insiste là-dessus d'autant plus que, socialement, économiquement, politiquement, géographiquement et, à quelques points de vue, culturellement, nous sommes des Nord-Américains plutôt que des Français ou des Anglais.

On ne saurait trop le répéter, nous sommes des Nord-Américains.

Certes, l'Europe, France en tête, ne cesse d'être le foyer de la culture occidentale.

Ce qui s'est fait de mieux en Amérique du Nord est un dérivé européen, un développement européen.

La population nord-américaine est presque totalement d'origine européenne.

Dès lors, il n'est pas exagéré de dire que ce que l'Europe a fait de mieux en dehors d'elle-même, c'est l'Amérique du Nord.

Il y a lieu pour nous d'en être fiers.

La grande expérience de la fusion des races et des peuples, sur notre terre, ne se répètera peut-être jamais.

C'est l'une des aventures humaines les plus prodigieuses de l'histoire.

Seulement, il en est, parmi les Canadiens, ceux de langue anglaise comme ceux de langue française, qui veulent, contre toute réalité, rester dans le contexte européen au lieu de se situer, comme ils le sont en réalité, dans le contexte nord-américain.

D'où un sentiment bizarre, anormal, chez un certain nombre de nos compatriotes: *ils détestent le succès nord-américain, c'est-à-dire leur propre succès, pour la seule raison qu'ils refusent d'être ce qu'ils sont.*

C'est peut-être ce qui explique pourquoi il est si difficile de consolider la nation canadienne.

3

Nationalisme ou jingoisme des faibles

Les poussées nationalistes, autant que les accès de fièvre typhoïque, peuvent aller jusqu'au délire. On reproche aux démagogues actuels du séparatisme de détraquer une partie de la jeunesse. Sans doute, leurs adhérents ne sont qu'une minorité et se recrutent surtout chez les adolescents et les presque adolescents; sans doute, aucun Canadien parvenu à la maturité — à moins de poursuivre des intérêts inavoués ou inavouables — ne les approuve; mais on constate qu'ils ont inoculé à plusieurs un virus qui porte à l'hystérie collective.

L'autre jour, par exemple, une jeune serveuse de restaurant, à qui je donnai un billet d'un dollar, un billet bilingue, me lança un sourire savant en me montrant du doigt l'inscription UN DOLLAR: "Voyez, dit-elle, comment on nous traite. C'est encore de l'anglais. Il fallait écrire UNE PIASSE." Je n'en revenais pas. Sortant d'une si jolie bouche, une telle leçon de français valait bien CENT PIASSES. J'eus beau lui expliquer que *dollar* s'appelait dollar sur tous les continents du monde, qu'en

France même, on le désignait ainsi et que *piastre* n'avait jamais représenté la valeur de notre monnaie actuelle, elle continua de sourire avec l'air de penser: "Comment peut-on être si ignorant et si peu patriote!" J'avais affaire à une séparatiste.

A la veille de la dernière guerre mondiale, lors d'une de mes tournées de conférences à Toronto, je fis cette affirmation qui scandalisa profondément nos jeanbaptistards:

"Le nationalisme est une des plaies de l'humanité."

Le seul fait, pour nos séparatistes, d'avoir érigé en doctrine que la mise en valeur, la possession et la jouissance des richesses naturelles du Québec sont de droit assujetties à une race, une langue, une tradition, une origine, s'apparente sûrement au nazisme.

Le fait également que, dans les plans de cette coterie, se manifeste violemment l'intention d'imposer aux patrons *étrangers*, c'est-à-dire non francophones, des servitudes excessives ou arbitraires, signifie sans aucun doute que ce nationalisme ne diffère nullement de l'impérialisme dans sa forme inférieure. Faute de moyens matériels pour les conquêtes spectaculaires, ce nationalisme, chez nous, entre dans la catégorie *jingoïsme des faibles*.

Un jeune journaliste dont le sens de l'humour n'échappera à personne, mais à qui certaines amitiés dans le camp des séparatistes conseillent l'anonymat, m'exprimait les idées qui suivent.

"Vers les années 1890, disait-il, on chantait dans les rues et les *pubs* de Londres, cette chanson qui donna naissance à un nouveau mot, *jingoïsme*:

*Nous ne voulons pas faire la guerre,
Mais, by jingo, s'il le faut,
Nous avons les bateaux,
Nous avons les hommes,
Nous avons même l'argent.*

“C’était l’époque où les Anglais commençaient à se méfier des ces brutes d’Allemands qui osaient bâtir des navires pour aller coloniser l’Afrique. Alors, l’Angleterre pouvait faire la loi à tout le monde. La Première Guerre mondiale abattit son arrogance, sans supprimer le jingoïsme qui a émigré et a fini par infester tous les pays, petits et grands.

“Les royaumes puissants ne sont pas les seuls à savoir porter l’épée et la croix. Les patriotes katangais, albanais, cambodgiens, cubains, yémérites, irlandais ou d’autres petits portent également des accessoires du genre. Seulement, faute de marine et de budget, le jingoïsme de ces pays prend une fortune différente qui a nom nationalisme. *Le nationalisme, c’est l’impérialisme des pauvres.* Quand on est nationaliste, on ne songe pas à aller civiliser les tribus arriérées à coups de fusil, pour la bonne raison que l’on n’a pas les moyens de s’acheter un fusil; mais au lieu de faire son “Malbrough s’en va-t-en guerre”, on concentre son empire sur le coin de terre que l’on croit bien à soi. A soi tout seul! C’est une attitude de conquérant, comme ce peut l’être pour la Chine, la Russie ou même Cuba.

“Comparez, par exemple, le zèle missionnaire des Anglais de la belle époque avec celui d’un nationaliste québécois. N’est-ce pas la même chose? “Dieu ne nous a pas départi des talents de toute sorte sans nous tracer une mission à remplir”, dit-on dans un pamphlet séparatiste. Et ceci: “Nous devons être fiers de servir Dieu en la race.” C’est justement la réponse qu’aurait faite un ministre anglican auquel on aurait demandé d’expliquer la doctrine du “*white man’s burden*”. C’est cette doctrine qui, autrefois, conféra aux jeunes Britanniques le vertueux courage d’éventrer les Hindous et les Boers. Ne lit-on pas, comme parallèle, dans le pamphlet laurentien: “Nous sommes devenus le premier peuple missionnaire du monde entier.”? C’est comme ça qu’a souvent débuté l’impérialisme, au cours de l’Histoire.

Prestige, force, richesse

“Encore dans le même pamphlet: “Nos sociétés nationales, notre presse canadienne-française doivent se rallier en un seul faisceau pour sauvegarder et accroître toujours le prestige de la race.” Prestige! Prestige! En 1900, quiconque insultait l’Union Jack risquait une descente de la marine royale pour protéger “the prestige of Her Majesty’s Government.” Or, à défaut de marine, le Québec a un drapeau au pied duquel un tas de sociétés patriotiques peuvent déclencher un formidable bombardement verbal contre toute l’Amérique.

“Enfin, le but fondamental de nos champions du grand dérangement: “Un peuple libre, fort et riche.” C’étaient exactement les buts des impérialistes, qui s’enrichirent en effet. Mais ne convient-il pas de nous demander: qu’est-ce qui est à nous vraiment, et qu’est-ce qui est aux autres? On parle de *notre* pays, de *nos* richesses, comme si c’était Cartier qui avait fondé Arvida, ou Jean Talon la Bourse de Montréal. La propriété de tel territoire donné dépend-elle de la couleur de la peau ou du jargon que l’on parle? C’est à voir. D’aucuns osent croire que la terre appartient d’abord et avant tout à l’homme... en tant qu’homme; mais ils ne s’y connaissent nullement en jingoïsme.

“Un qui s’y connaît, en jingoïsme, c’est une espèce de saint qui a nom Nehru et qui règne sur quatre cents millions de croyants et quelques millions de vaches sacrées. Quand on lui demande ce qu’est l’impérialisme, il pourrait répondre, s’il en avait la franchise: “L’impérialisme est un pouvoir qui s’exerce par les blancs, tandis que le non-impérialisme est un pouvoir qui s’exerce par des jaunes ou des noirs ou, parfois, par des métis.” Et voilà pourquoi on enlève Goa aux Portugais, parce que les Portugais sont blancs, et voilà pourquoi également il faudrait un jour parler joul pour posséder quelque chose dans la Laurentie.”

Telles sont les réflexions que me faisait ce jeune

journaliste frais émoulu d'une université où il a étudié l'Histoire et les Humanités au lieu d'apprendre des histoires et des chapunités.

Une autre illusion courante du nationalisme outrancier, c'est de confondre liberté collective et liberté individuelle. Je me souviens qu'en janvier 1960, M. Jean Drapeau, prenant part à une discussion publique, à Montréal, s'écriait:

"Lorsque la liberté nationale a disparu, toute liberté cesse d'exister."

Liberté collective vs liberté individuelle

Voilà une de ces généralisations — malheureusement trop fréquentes — qui ont plus de panache que de substance. Car c'est une fausseté. S'il est arrivé souvent que des peuples ont été réduits à l'esclavage par des forces étrangères, il est arrivé souvent aussi que d'autres ont été libérés de tyrans, persécuteurs et exploiters, par des interventions de l'extérieur. L'histoire est pleine de ces exemples de libération, dont le plus récent, le plus près de nous est peut-être la ville de Berlin-Ouest, qui, sous une occupation franco-anglo-américaine, est infiniment plus libre et plus heureuse que sous le régime d'indépendance de feu Adolf Hitler.

J'irai plus loin: il se peut qu'au pays de Québec certaines libertés individuelles soient mieux protégées dans le cadre de la confédération canadienne que sous un statut exclusivement laurentien qui mettrait le citoyen à la merci de certaines influences abusives. D'aucuns citeront volontiers des cas où la Cour Suprême a redressé des injustices que l'on n'aurait jamais réparées autrement.

Certes, il faut appuyer le principe de l'autonomie qui se dresse sans relâche contre les tendances centralisatrices; mais on ne saurait mésestimer le fait que les Canadiens de langue française n'ont pas à se plaindre de ce côté: il n'y a pas de groupe ethnique plus libre au mon-

de, et l'on en sait gré — du moins en majeure partie — aux institutions britanniques et à l'atmosphère démocratique du continent nord-américain. On ne saurait sacrifier un tel avantage sans renoncer à la proie pour l'ombre.

En quoi je suis pleinement d'accord avec l'habile commentateur René Lévesque, quand il a posé la question en ces termes: "En 1960, l'autonomie provinciale peut-elle servir de manteau collectif où le peuple puisse s'abriter afin d'excuser et de justifier l'oubli de la liberté individuelle?" Et plus tard, en réponse à M. Jean Drapeau, il devenait plus affirmatif en "déplorant la mentalité de forteresse assiégée qui s'est développée au sein du mouvement nationaliste en même temps que s'ancrait, chez lui, une notion fétichiste de l'autorité qui fait bon marché de la liberté individuelle." Rien de mieux dit ni de plus vrai.

A ces réflexions de M. Lévesque, l'abbé Ambroise Lafortune, dont l'humanisme est bien connu, ajoutait cette vérité de tous les temps, à savoir qu'il faut nier la transcendance de la dignité nationale, puisque l'homme demeure tout entier même quand ses caractéristiques nationales ont disparu ou se sont modifiées.

Dans les discussions de ce genre, on se laisse aisément hypnotiser par la liberté collective, qui n'est qu'une abstraction, aux dépens de la personne, de l'individu, qui est une chose concrète. On ne tient aucun compte de cet être de chair et d'os, qui respire, jouit, souffre et meurt.

Quant à moi, si j'avais à choisir entre une indépendance nationale sans liberté personnelle et une dépendance étrangère avec cette liberté-là, c'est pour cette dernière que j'opterais sans hésiter. Je n'aurais que faire d'une souveraineté d'Etat où seraient asservies la pensée, la conscience, les croyances, la presse, la parole et autres fonctions humaines sans lesquelles il serait ridicule de parler de dignité, parce qu'alors la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue.

La démente orchestrée

Par malheur, les chefs de la campagne sécessionniste comptent sur une sorte de démente-orchestre — l'orchestre de la foule toujours aveugle et irraisonnée dans ses fureurs comme dans ses amours — pour donner la fausse impression d'une levée en masse. Ils ne s'en cachent même pas. Marcel Chaput lui-même l'écrit: "Espérer que, par un je ne sais quoi de magique, le peuple canadien-français se réforme tout à coup, réclame en bloc le respect de ses droits, devienne soucieux de la correction de son langage, désireux de culture et de grandes oeuvres, *sans lui avoir insufflé un idéal exaltant: c'est de l'aberration dangereuse.*"

En d'autres termes, le chef indépendantiste, pour arriver à ses fins, a besoin de transformer, par une savante chimie, tous ses disciples en autant d'*exaltés*, c'est-à-dire de les rendre complètement fous. Là-dessus, Pierre E. Trudeau, lui, fait observer dans *Cité Libre*: "Ainsi donc Chaput renonce à la magie, mais compte sur l'idéal exaltant comme voie de salut pour notre peuple. Comme si la réforme, le respect des droits, la correction de langage, la culture et les grandes oeuvres — *toutes choses qui nous sont accessibles sous la constitution actuelle* — ne constituaient pas eux-mêmes des idéaux exaltants! Et en quoi cet autre idéal qu'il nous propose — l'Etat-Nation — est-il différent d'une magie invoquée pour suppléer à notre manque de discipline dans la poursuite des vrais idéaux?"

On le voit, le jingoïsme des faibles, sorte d'Impérialisme refoulé, se manifeste de diverses façons, jamais dans la ligne de l'ordre, de la raison et de la force. Ce n'est nullement du patriotisme, je le répète. L'amour de la famille humaine à laquelle on est rattaché, de la société où l'on s'abreuve et où l'on vit, de la terre où l'on a poussé, est autrement plus calme, plus pacifique et surtout plus pratique. Il ne se fait pas dans l'exaltation à haute tension, car ce serait une grave maladie.

Le mot maladie s'emploie ici au propre comme au figuré. Car le nationalisme *exalté*, entretenu à l'état de passion soutenue, a fatalement pour effet de détraquer, dans le cerveau, cet instrument de précision qui a nom jugement, en détruisant le balancier des valeurs humaines.

Quand vous rencontrez un de ces *exaltés* qui refuse d'écouter vos arguments les plus justes, repousse l'évidence des faits, affirme implicitement que "sa race" constitue le morceau de choix de l'humanité, que tout ce qui tient à cette race vaut mieux que ce qui tient aux autres, que la préoccupation principale d'un être humain consiste à soigner l'exclusivité raciale, qu'il est dangereux de reconnaître chez les voisins des qualités qui nous manquent et que tous les combats de l'existence doivent être subordonnés aux combats du sang, de la croyance et du "ne-changeons-pas-parce-que-nous-sommes-trop-bien", soyez sûr alors que vous avez affaire à un grand malade et qu'un psychiatre devrait s'occuper de lui.

Cette affection de l'esprit, je l'ai observée depuis longtemps chez un certain nombre des nôtres, surtout dans les classes moyennes. C'est elle qui fait que tant de nos jeunes, fixés à jamais dans une éducation faite d'infantilisme, sont des vieillards à vingt ans.

Le séparatisme n'est sûrement pas de nature à guérir cette maladie, car il en profite. Mais je crois qu'il faut lui savoir gré de nous donner ici l'occasion de la diagnostiquer et, par voie de conséquence, de la traiter suivant les lois de la mesure et du bon sens.

4

Les alliés clandestins du séparatisme

Des savantasses nourris de science infuse, des échasiers promenant du haut de leurs pattes de bois leurs sourires narquois et entendus, des cervelles d'autruches mijotant sous le sable avec leur éternel "pas d' danger" m'accuseront sûrement ici de faire "la chasse aux sorcières", mot qu'ils n'ont pas inventé mais qui les dispense de réfléchir et leur sert d'argument passe-partout.

A ceux-là, je dis tout de suite que je n'ai aucun talent, aucun goût pour ce genre de chasse et qu'ils se font illusion s'ils croient qu'il leur suffit de me lancer ce cliché de perroquet pour se débarrasser d'observations justes et de déductions logiques.

Au flanc des souverainistes, héritiers des ultranationalistes de 1917 et de 1937, citoyens sincères et honnêtes, quoique naïfs ou mal éclairés, se sont collées subrepticement des lamproies politiques, dont le but final est de saigner nos institutions démocratiques, de saboter la confédération, de diviser pour régner. Ces parasites se nourrissent de la substance des Chaput et des chaputins de bonne foi.

Parmi les deux ou trois groupes qui se disputent actuellement la tête du mouvement séparatiste, existent

sûrement des éléments d'extrême droite et d'extrême gauche qui, d'ailleurs, ne diffèrent guère les uns des autres. C'est le lieu de rencontre de ces frères siamois qui s'appellent fascisme et communisme de diverses nuances.

Un historien, un castrique et un autre

Trois petits faits sont venus à ma connaissance, trois petits faits apparemment sans importance, mais vraiment symptomatiques et appuyés sur d'irrécusables témoignages.

Un jeune Allemand, immigrant d'après-guerre, eut au début de mai un entretien avec l'un de mes amis intimes. Ils étaient attablés tous deux dans un restaurant, quand le blond nordique posa la question :

— Etes-vous séparatiste ?

— Ma foi, je n'y ai pas même songé, répondit l'autre non sans surprise.

— Vous devriez l'être. Moi, ça m'emballe. Ça rappelle les débuts d'Hitler. Je fais partie du mouvement.

— Vous n'êtes pas de la famille...

— Peu importe. Je me dépêche d'apprendre le français pour aider la révolution des Canadiens français.

— Alors, vous verriez une parenté entre le nazisme et le séparatisme ?

En réponse, l'immigrant souleva un revers de son habit, et une croix apparut au regard étonné de mon ami.

C'était la swastica !

Une autre personne très près de moi et dont le témoignage ne souffre pas l'ombre d'un doute — il me suffirait de nommer cette personne pour que tous en conviennent — apprenait, l'automne dernier, de la bouche de l'un des séparatistes importants, que son groupe avait reçu des fonds de La Havane. C'était dit en grande confiance.

Pourquoi le bonhomme en question se vantait-il de la chose ? Si l'on affirme qu'il mentait, on se demandera

le pourquoi d'un mensonge parfaitement inutile. Et s'il ne mentait pas, que faut-il en conclure?

Chose certaine, des représentants de Fidel-le-Rouge n'ont pas caché leur sympathie pour le mouvement séparatiste. D'autre part, nombreux sont les partisans du séparatisme qui prônent sans cesse une révolution à la façon castrique.

Un troisième indice de noyautage, où j'apparais personnellement, est digne de mention.

Il y a environ un an, alors que l'indépendantisme semblait reprendre du poil de la bête, je dénonçai l'agitation dans le journal que je dirige. Peu de jours après, je recevais d'un marxiste canadien une lettre irritée, presque comminatoire, dans laquelle il me disait en substance: "vous avez livré votre combat dans votre temps; laissez-nous maintenant livrer le nôtre. *A votre âge*, le temps n'est plus pour vous d'intervenir (comme s'il était décent que l'on demandât à Charles de Gaulle, un peu plus âgé que votre humble serviteur, de ne pas s'occuper de la France) en ces sortes d'affaires."

Suivaient quelques mots insultants, et le marxiste, croyant me faire de la peine, m'annonçait que, si son plan ne réussissait pas, il n'hésiterait pas à faire ses paquets et à émigrer en France.

L'auteur d'une telle mise en demeure est peut-être un déséquilibré, mais il ne manque pas de talent et son influence dans un mouvement qui permettrait à ses amis de pêcher en eau trouble n'est pas à dédaigner.

Que d'autres faits du genre ne pourrions-nous pas citer! Il est connu que les divers éléments d'extrême-gauche ou d'extrême-droite cherchent à bénéficier des campagnes de discorde nationale.

L'arme rouge la plus redoutable

Vous vous demandez quelle est l'arme la plus redoutable du communisme à l'heure présente. La bombe H? Non pas. Les missiles à longue portée? Non pas. Les

LES ÉLÉMENTS
D'EXTRÊME-GAUCHE
D'EXTRÊME-DROITE

sputniks? Non pas. Les sous-marins? Non pas. Des millions de soldats? Non pas. Outre que la Russie, selon l'opinion de Walter Lippmann, repousse l'idée d'une guerre qui retarderait d'au moins vingt ans son développement économique, il existe, dans le monde libre, des moyens de défense trop puissants pour y risquer une agression.

Au cours d'une déclaration faite, le 12 juillet 1960, devant 500 journalistes, le camarade Khrouchtchev, après avoir chanté son refrain habituel contre le prétendu impérialisme américain, déclarait: "L'URSS n'utilisera pas à la légère le formidable arsenal dont elle dispose, puisque les fautes tactiques du camp adverse finiront par réduire ce dernier à merci, sans qu'il soit besoin de renoncer à une coexistence qui s'exerce inéluctablement en faveur d'une victoire sans combat du communisme."

Vous avez bien lu? "Fautes de tactique", souligne franchement Nikita. Qu'entendait-il par là? Sans doute quelques gaffes du chef d'Etat américain. Peut-être aussi certaines décisions malheureuses du State Department de Washington. Par exemple, avec le recul du temps, on se demande si les Etats-Unis, dans leur désir de paraître innocents, justes et purs aux yeux du monde rouge, n'ont pas erré tragiquement lorsqu'ils ont empêché la France, la Grande-Bretagne et Israël de forcer l'Egyptien Nasser à restituer à leurs propriétaires le canal de Suez qu'il avait volé. On sait que ce dernier n'aurait pas tardé à tomber et que l'Occident, au lieu de perdre la face, aurait gagné le respect de tout le monde arabe et pacifié pour longtemps le Moyen-Orient. C'eût été moins moral, dira-t-on, mais c'eût été par contre l'extinction d'un incendie qui s'est propagé par explosions successives en Afrique, en Asie et même en Amérique et qui, dans la plupart des cas, a mis les meilleurs atouts de la guerre froide entre les mains de monsieur K.

Ces atouts, cette arme souveraine, c'est le nationalisme sous toutes ses formes et sur tous les continents, y

BOULEVARD
D'ORLÈANS
BOULEVARD

compris l'Amérique. Quand le chef russe parle d'"une victoire sans combat du communisme", il ne songe pas aux théories de Karl Marx et à l'avènement du prolétaire-roi; il songe au poison le plus toxique de l'heure: le nationalisme. Pour lui, la voix de la race et du sang parle plus haut que la voix du canon. Ordre a été donné aux éléments gauchistes de tous les pays, communistes, sympathisants, "commis voyageurs" et autres boutefeux de s'allier étroitement aux agitateurs nationalistes d'extrême-droite pour battre la grosse caisse du préjugé raciste et dénoncer un impérialisme occidental qui n'existe même pas. Là est l'origine du drame de Cuba dont on redoute le dénouement. De même pour le Congo et diverses régions du continent noir.

La propagande soviétique par radio vers l'Afrique s'est prodigieusement accélérée depuis trois ans. Des émissions se sont enrichies de dialectes locaux; d'autres se donnent en anglais ou en français; toutes ont été doublées ou triplées quant au nombre d'heures quotidiennes. Dans un message ainsi radiodiffusé à l'occasion d'une conférence des Etats indépendants d'Afrique, monsieur K disait: "Les peuples africains peuvent être certains que, dans la juste lutte pour la libération du joug impérialiste, pour la défense du principe sacré de la souveraineté nationale, pour la liquidation des bases militaires et la transformation de l'Afrique en une zone de paix, ils ont en l'Union soviétique une amie et l'alliée la plus fidèle et la plus désintéressée."

Il suffirait de rappeler le massacre de la Hongrie pour savoir ce que signifie, dans la bouche de Nikita, les mots de "souveraineté nationale", mais la mémoire des hommes est courte, et les nationalistes aveuglés de préjugés ne demandent pas mieux que de croire sur parole la tartuferie moscoute. C'est pourquoi les mouvements nationalistes, à travers le monde, même les plus sincères et les plus légitimes, constituent, pour l'URSS, autant de tremplins sur lesquels le communisme compte bondir

d'un pays à l'autre sans avoir à livrer une guerre dont elle serait probablement la première à souffrir.

Même au coeur du Québec

Le Québec, sachons-le bien, n'échappera point à cette tactique d'infiltration. Ce n'est pas sans crainte ni étonnement que je vois tous les gauchistes que je connais se ranger, depuis trois ou quatre ans, sous la bannière nationaliste. Autrefois, ils se présentaient surtout comme des humanistes qui se cabraient devant les discordes et susceptibilités raciales. Quelques-uns même étaient des centralisateurs forcenés en faveur du pouvoir fédéral. Tout à coup, les voilà groupés autour des "nationaux" les plus outranciers, autour des Laurentiens séparatistes, autour des mange-Anglais, des mange-Américains et des mange-étrangers. Leurs porte-parole les plus modérés autrefois se livrent maintenant à des sorties d'une violence excessive s'il arrive à un fonctionnaire obscur de lancer un mot désobligeant à l'adresse d'une divinité laurentienne. Il est certain qu'il s'est fait, dans ce sens, un noyautage de la presse, de la radio et de la télévision.

Ces choses-là ne sont pas l'effet du hasard. Le mot d'ordre donné de Moscou, après avoir atteint tous les pays du monde, n'a sûrement pas survolé le Québec sans s'y poser. On peut y voir un danger pour l'avenir. Advenant une crise, il ne fait aucun doute que les forces gauchistes monopoliseront tous les mécontentements pour les diriger contre les "maudits" Anglais et les "sacrés" Américains. Ce sera le commencement d'une longue bagarre et, peut-être, la destruction d'une amitié interraciale pour laquelle j'ai personnellement combattu des années durant.

Entendez ici le monsieur "pas'd'danger" vous rassurer paternellement: "Vous savez bien que les menées des extrémistes n'ont aucune chance dans le Québec. C'est une chose qui ne m'inquiète pas une sacrée miette!"

Ainsi parlaient sans doute, il y a quelques années, ces milliers de bourgeois cubains qui, aujourd'hui, gémissent sur les plages de la Floride, tels les Juifs d'autrefois en captivité à Babylone.

On sait bien que le Québec n'est pas sous la menace de se transformer bientôt en république soviétique. C'est impensable, surtout dans le voisinage des Anglo-Canadiens et des Américains; il est également sûr que nos compatriotes de langue française, en immense majorité, sont loin de subir la tentation d'une si folle aventure; mais on sera peut-être surpris de m'entendre affirmer ceci:

De toutes les provinces canadiennes, c'est la nôtre, celle de Québec, que le gauchisme de toute nuance, depuis le rouge vif jusqu'au rose, a le plus habilement et le plus facilement infiltré dans ses quotidiens et périodiques, sa radio, sa télévision et, à un degré moindre, ses universités et son fonctionnarisme.

Nos tribunes publiques les plus puissantes ont été livrées, des années durant — elles le sont encore — à des voix ou à des plumes qui ont plaidé plutôt pour le point de vue moscoutaire que pour la sauvegarde de la civilisation occidentale.

Les quelques hommes de talent qui auraient pu contrecarrer cette tendance ont été soigneusement écartés de ces tribunes du moment qu'on les a jugés dangereux pour le gauchisme.

Je m'abstiens, pour l'heure, de donner là-dessus plus de précisions. L'occasion n'est pas propice encore. Qu'il suffise aujourd'hui d'indiquer la présence de cette infiltration pour comprendre que certains procédés de l'organisation séparatiste n'y sont pas étrangers. Cela, à l'insu des chefs du mouvement, c'est probable.

Une agitation sur modèle international?

Les méthodes de propagande et les manifestations publiques suivent, on dirait, des directives indentes dans les pays les plus divers et les plus éloignés les uns

des autres, depuis le Japon, l'Amérique du Sud et Cuba, jusqu'au coeur du Québec.

A l'université et même à la petite école, on a cherché à faire croire à une multitude d'enfants ou de quasi-enfants qu'il suffisait d'avoir quinze ou vingt ans pour tout savoir et être honnête, et qu'il suffisait, par contre, d'avoir plus de trente ans pour ne rien connaître et avoir cessé d'être honnête. Ce phénomène est tout nouveau dans notre vie politique et sociale, et c'est un produit d'importation ou d'imitation.

Il en est de même pour les parades dans les rues, l'affichage de mots d'ordre sur les poteaux, le badigeonnage à la peinture de certains monuments ou de maisons habitées par des adversaires déclarés de la sottise séparatiste. C'est également un produit d'importation.

Le tout s'accompagne d'une sorte de complicité en haut lieu. On ne s'expliquerait pas autrement la publicité énorme dont a joui cette tapageuse minorité auprès de nos organes d'information les plus importants et les plus efficaces.

Les chefs du mouvement, j'en suis persuadé jusqu'à preuve du contraire, n'ont rien de communiste ni de pro-communiste; mais nous avons de très sérieuses raisons de croire qu'ils sont de chauds partisans d'une politique d'étatisation, d'expropriation, de gouvernement par décrets et de dirigisme à outrance.

Pourquoi? Parce que leur programme de xénophobie — ils appellent étranger quiconque ne parle pas français — et de mise en conserves des Laurentiens ne peut ni s'établir ni se maintenir sans une forte dictature. Ils ne s'en vanteront pas, car ce serait un suicide. Mais on sait par quel moyen Fidel Castro, leur idole, a détruit toute vie démocratique à Cuba et asservi sa nation. Lui non plus ne s'était pas vanté de ses intentions. Ce n'est qu'après avoir bien assis son régime sur la force militaire qu'il a déclaré sans vergogne que "le système électoral est une chose démodée."

Le souverainisme laurentien nous acculerait sans aucun doute au régime de l'Etat-Nation qui ferait bon marché du parlementarisme britannique et, par conséquent, de nos libertés politiques, disons plutôt de nos libertés tout court.

On doit être pour l'Etat serviteur du peuple. C'est une nécessité. Mais l'Etat qui dévore le peuple et supprime l'individu, il est nécessaire de le prévenir ou de le détruire.

Le plus froid des monstres froids

En ce sens, on ne saurait lire sans émotion ce passage extrait de Zarathoustra, de Nietzsche, qui fut peut-être le génie le plus profond du siècle dernier:

"L'Etat, c'est le plus froid des monstres froids. Il ment froidement; et voici le mensonge qui s'échappe de sa bouche: "Moi, l'Etat, je suis le peuple."

"C'est un mensonge. Ce sont les créateurs qui ont formé les peuples et qui ont suspendu au-dessus des peuples une foi et un amour: ainsi ils ont servi la vie.

"Mais ce sont des destructeurs, ceux qui tendent des pièges au grand nombre et qui appellent cela un Etat: ils suspendent au-dessus d'eux un glaive et cent appétits.

"Partout où il y a encore du peuple, il ne comprend pas l'Etat et il le hait comme un mauvais oeil, comme une atteinte aux coutumes et aux lois...

"L'Etat ment dans toutes les langues du bien et du mal; dans tout ce qu'il dit, il ment, — et tout ce qu'il a, il l'a volé... Il mord avec des dents volées. Même ses entrailles sont fausses...

"Voyez donc ces superflus! Ils volent les oeuvres des inventeurs et les trésors des sages: ils appellent leur vol civilisation."

Dégagés de leur exubérance poétique et de leurs images gonflées de colère, ces textes signifient que la grandeur d'un peuple se mesure à l'aune des hommes et des femmes qui le composent, des individus d'essence supérieure, et non pas à l'initiative d'un Etat monstre.

Or, on croit savoir que les dirigeants du séparatisme désirent se servir d'une soi-disant "refrancisation" soit pour imposer toute une série de nationalisation sans tenir compte des lois élémentaires ou de la simple justice, soit pour instaurer un dirigisme d'Etat très rigide qui nous acheminerait rapidement vers un socialisme totalitaire.

Dans les hautes sphères du Rassemblement pour l'Indépendance, on se garde de préciser le système politique auquel on entend le rattacher. Ce devrait pourtant être l'un de ses premiers soucis. Là-dessus, Marcel Chaput se contente d'écrire que le R.I.N. "a été fondé en dehors de toute idéologie particulière." Est-ce suffisant pour nous rassurer?

En raison des amitiés cachées du mouvement et du noyautage qui s'est fait dans ses rangs, le séparatisme, s'il réussissait, serait par essence autoritaire et étatiste. C'est alors que le gauchisme entrerait en jeu et mènerait le bal.

Il y a lieu de craindre, quand on entend, par exemple, le chef d'une fédération syndicale affirmer en pleine conférence de presse, à la télévision, que, pour combattre le chômage, le gouvernement devrait, au besoin, contrôler, de gré ou de force, les placements de nos compatriotes. C'est dire que l'Etat s'emparerait de l'épargne des particuliers pour le placer là où il voudrait.

Il y a lieu de craindre également, quand un ministre du Québec déclare sans ambages: "Dans le monde actuel, il n'y a qu'un seul patron possible: l'Etat."

L'idée libérale en péril

En marge de cette étonnante profession de foi et en souvenir de toute une série de points de mire où, sans cesse, les avantages et les attitudes moscouitaires se montraient préférables aux avantages et aux attitudes des puissances libres de l'Ouest, surtout des Etats-Unis, j'écrivais, le 11 mars dernier, dans l'un des hebdomadaires que je dirige:

“Ce qui importe, c’est que le libéralisme sache distinguer, en son sein, les vrais frères des faux frères. Sinon, il nourrira de sa substance un cancer qui finira par le dévorer tout entier. Il n’a qu’une devise possible: “Evolution et progrès dans la liberté”. Liberté de croire, de penser, de parler, d’écrire, d’aimer, de créer d’entreprendre, de se réaliser soi-même!

“Cette foi politique veut impérieusement que l’Etat soit fait pour l’individu et non l’individu pour l’Etat. Sa formule préférée n’est pas l’Etat-maître, l’Etat-patron, l’Etat paternaliste, mais bien l’ETAT-SERVITEUR. La personne humaine, le bonheur de l’homme en chair et en os, et non de l’homme abstrait, transcende le groupe, le parti, l’esprit de corps. Car ce n’est pas la collectivité qui vit, jouit, souffre et meurt, mais bien chacune des personnes qui la composent. La collectivité la mieux organisée, la mieux pensée, ne vaut que dans la mesure où elle fait le bonheur de ses membres. A quoi sert à Pierre, Jean ou Jacques d’habiter la plus belle maison du monde, s’ils y sont privés d’air et de lumière?

“Le libéralisme est assez réaliste pour savoir et accepter ceci: que la politique du *laissez-faire*, en vigueur au début du siècle, est morte et enterrée; que le *bourgeois*, avec ses prétentions, ses platitudes, son conformisme, ses conventions et ses enfantillages des “gay nineties”, n’est plus qu’un fossile; que les masses jadis exploitées, mal payées, mal logées, mal nourries, ignorantes, ne se contentent plus des récompenses d’outre-tombe et ont rehaussé leur niveau, leur façon de vivre, par la puissance du syndicalisme; que l’Etat soutire aux possédants — de moins en moins riches — les sommes colossales dont il a besoin pour sustenter l’assurance-santé, l’assurance-chômage, les allocations aux mères nécessiteuses, aux familles nombreuses, les pensions de vieillesse, les compensations pour accident du travail et le reste et le reste.

“Le libéralisme ne regimbe pas contre ces fortes doses de socialisation, nécessité d’une époque. On ne fait pas l’Histoire à reculons.

“Est-ce à dire qu’il faille supprimer l’individu et son irremplaçable initiative? Est-ce à dire qu’il faille demander à l’homme que nous sommes, vous et moi, de livrer à l’Etat, sans combattre, tout reste d’indépendance et tout espoir de création personnelle? La mission du parti libéral est justement de concilier les intérêts de la masse avec ceux de la personne humaine, de façon à garder à celle-ci sa dignité et sa conscience. S’y soustraire serait trahir.

“Pour rester fidèle à lui-même, ce parti doit donc se défier de certains théoriciens qui, trop tôt et trop fortement, font le virage à gauche. Une telle défiance s’impose d’autant plus que les vieux partis, en ces dernières années, ont été noyautés à leur insu.”

Si le gauchisme a pu, jusqu’à un certain point, noyauter de vieux partis, à plus forte raison s’efforcera-t-il de dominer un nouvel élément sans expérience et même sans organisation politique comme le serait le séparatisme. La tendance y existe déjà.

Que sera la réponse des sages?

Aussi est-il opportun de demander non seulement au R.I.N., mais à quiconque fait de la politique, quelques explications sur les faits suivants:

Pourquoi le pays le plus prospère, le plus riche, le plus puissant, le plus productif, le mieux pourvu de vivres, d’habits, de logements, d’instruments de production agricole ou industrielle, d’articles de commerce d’une variété inouïe et de moyens de transport est justement le pays où fleurit le plus le régime d’économie libre;

Pourquoi les nations de l’Europe occidentale, France, Allemagne de l’Ouest, Italie, Belgique, Grande-Bretagne, Suisse et le reste, se sont-elles développées plus vite, depuis la guerre, que les nations du rideau de fer; pourquoi elles jouissent, sous tous rapports, de conditions de vie infiniment supérieures à celles qui existent dans l’Allemagne de l’Est, la Hongrie, la Roumanie, la

Pologne, la Tchécoslovaquie et même la Russie, pays auxquels on a imposé le dirigisme d'Etat comme une panacée;

Pourquoi l'URSS, en quarante ans de miracles, a été incapable d'ajouter quoi que ce soit d'important aux techniques et méthodes de production créées par l'entreprise privée chez les peuples libres de l'Occident;

Pourquoi le paradis de Cuba souffre d'une crise d'alimentation sans précédent dans son histoire et que le citoyen y soit actuellement soumis à un rationnement intolérable en temps de paix;

Pourquoi la Russie, avec une main-d'oeuvre agricole de beaucoup plus nombreuse que celle des Etats-Unis, produit beaucoup moins et fait face, depuis des années, à une disette de denrées alimentaires;

Pourquoi, après plus de quarante ans de régime, les Russes sont les plus mal logés de l'Europe, des familles entières étant forcées de s'entasser comme des sardines dans une pièce unique et grande comme la main, en ce pays de cocagne où il faudrait construire d'urgence une quinzaine de millions d'habitations;

Pourquoi la création artistique et littéraire a été à peu près réduite à zéro sous le dirigisme culturel, alors que, dans les pays libres, s'est continué l'élan humain vers le renouveau de l'esprit;

Pourquoi des entreprises nationalisées, dans certains pays occidentaux, notamment l'Angleterre et l'Allemagne, ont souffert de difficultés telles qu'il a fallu les rendre à l'entreprise privée;

Pourquoi certaines régies d'Etat, telle la régie des Tabacs en France, sont atteintes d'un cancer bureaucratique et ne donnent vraiment satisfaction qu'à peu de gens;

Pourquoi les prix fixés par l'Etat, en Russie, pour la plupart des produits d'usage courant, sont de beaucoup plus élevés que les prix correspondants du commerce de l'Ouest.

Lorsque l'on aura expliqué tous ces faits, il sera temps de soumettre à un sérieux examen le pour et le contre du dirigisme d'Etat.

En fait, ce dernier, bien qu'il soit souhaitable, voire excellent en bien des cas, n'a encore fait aucunement ses preuves comme remède universel aux maux de l'humanité.

Si l'Etat-Nation, que rêvent nos indépendantistes, aiguille sa politique dans cette direction, nous avons une raison de plus de repousser son illusion.

5

Le salut d'un peuple, c'est l'esprit

Je crois avoir suffisamment démontré, par tout ce qui précède, que la permanence du fait français sur notre terre ne dépend aucunement d'un divorce avec la confédération. En regard du fait nord-américain, la séparation ne changerait pas substantiellement la condition de minorité et de dépendance numérique à laquelle nous condamnons à jamais notre habitat géographique et ethnique.

Minorité nous sommes et minorité nous resterons. Autant vaut en prendre notre parti. Autrement, c'est vivre d'illusion et de vent.

Il y eut toujours, au cours de l'Histoire, des minorités dirigeantes. Pourquoi n'en serions-nous pas une? Nous n'avons d'ailleurs pas de choix: ou bien nous parviendrons à affirmer notre prééminence, ou bien nous sombrerons tôt ou tard dans l'insignifiance éternelle. L'esprit seul sauvera la race. Inutile de chercher ailleurs. Le séparatisme n'ajouterait rien, absolument rien, à nos facilités actuelles d'accéder aux oeuvres de l'esprit. Bien au contraire, il pourrait nous plonger dans une fausse sécurité qui ne ferait qu'amollir les ressorts de notre volonté et de notre action.

En regard des progrès réalisés par notre peuple depuis une soixantaine d'années, je me demande maintenant si la présence parmi nous de ces éléments que l'on appelle *étrangers*, éléments plus actifs, plus entreprenants, plus riches, beaucoup mieux préparés que nous aux conquêtes matérielles, n'a pas servi à nous stimuler, à fouetter nos énergies, à secouer la débilitante résignation de nos devanciers.

Car il est indéniable que les deux ou trois dernières générations ont brisé des chaînes, détruit des tabous, examiné à la loupe des croyances vides de sens et de réalité. Pour la première fois, elles ont regardé l'heure présente comme l'heure des vivants, et l'heure du passé comme l'heure des morts. C'est ce qui leur a permis de rattraper peu à peu l'époque contemporaine, leur époque, avec l'espoir prochain de se mesurer d'égal à égal avec les forces du siècle atomique.

Notre race a relevé le défi

Sans cette présence, qui nous bousculait par sa rapidité de conception et d'exécution dans le règne de la matière, nous en serions encore à "notre maître, le passé." Il nous fallait ce défi. Un écrivain remarquable, Arnold Toynbee, dans son livre *A Story of History*, explique le succès des grandes civilisations par le *challenge* qui s'est dressé devant elles dans leurs débuts héroïques et qu'elles ont dû surmonter par le courage, la ténacité et le génie inventif des hommes.

Peu de nos journalistes ont dénoncé avec autant de rudesse que je l'ai fait moi-même les déficiences de notre groupe ethnique. Pour cette raison, on m'a même qualifié, en certains cercles, d'ennemi des Canadiens français. Les critiques que j'ai formulées, il y a des années déjà, ont été reprises avec plus de crudité peut-être, plus de cruauté, par un jeune religieux qui signe Untel. La voix de ce dernier a trouvé un écho étonnamment sympathique chez nos compatriotes. Une telle

réaction, qui contraste avec les susceptibilités d'autrefois, signifie que notre peuple s'achemine rapidement vers la maturité.

D'ailleurs, lorsque l'on désire juger sainement du chemin parcouru par les nôtres, il faut regarder ces derniers à leur point de départ pour remonter jusqu'à nos jours. Ils sont partis de loin, de très loin.

Il est impossible de bien comprendre la cause de l'infériorité des Canadiens de langue française en finance, en industrie, en commerce si l'on ne revient pas au fait le plus important de leur histoire: la conquête du Canada par les Anglais.

Moeurs du passé: au vainqueur le butin

Une fois l'envahisseur installé chez nous, presque tous ceux des Français du Canada qui tenaient les leviers de commande dans notre vie économique, ainsi que les hauts fonctionnaires et les grands bourgeois constituant la seule élite de ce territoire plièrent bagage et repassèrent l'Atlantique. Il ne nous restait guère que des paysans, quelques artisans, de tout petits bourgeois et de rares seigneurs de noblesse inférieure. Le clergé devenait le seul corps homogène de quelque importance et le seul dispensateur du savoir humain. Nous devenions presque un peuple de gueux, sinon d'ilotes. Et nous n'étions qu'une poignée dans un pays immense.

Il est vrai que ces abandonnés eurent la vie sauve, grâce, en partie, à la diplomatie bienveillante des nouveaux maîtres; mais on ne pouvait espérer de ces derniers qu'ils eussent assez de générosité pour nous permettre de peucher à leur côté. Jusqu'à cette époque, tous les conquérants du monde, Français, Allemands, Espagnols, ou autres, n'avaient qu'une morale, après une lutte à main armée: au vainqueur les dépouilles!

De là l'impossibilité, pour nos pères, d'acquérir assez de ressources matérielles pour lutter contre d'aussi puis-

sants rivaux. Dès 1786, le gouvernement impérial mettait des milliers d'acres de terre à la disposition des réfugiés loyalistes des Etats-Unis et des soldats du 84e régiment, troupe coloniale organisée durant la guerre de la révolution. En moins de quinze ans, de 1796 à 1809, sous le régime des "chefs et associés des cantons", on vit passer 1,457,209 acres des meilleures terres de la Couronne en la possession d'à peine 70 individus, dont un, nommé Austin, reçut, à lui seul, 62,621 acres. Cinq noms de Canadiens français seulement s'inscrivaient sur la liste de ces 70 grands propriétaires. Une enquête conduite en 1838, sous l'inspiration de lord Durham révélait que 105 individus ou familles détenaient alors 1,404,500 acres, soit près de 14,000 chacun. Six Canadiens de souche française figuraient parmi ces 105 privilégiés.

Tel est le sort fait à notre peuple durant les premiers trois-quarts de siècle de la domination anglaise. Faut-il dès lors s'étonner de ce que les nôtres, dans le temps, aient été incapables de suivre, même de loin, des concurrents maîtres de tout et, en outre, doués d'une hérédité beaucoup plus favorable que la nôtre aux grandes entreprises.

Aucune hérédité en affaires

Je parle d'hérédité. Car le manque de capital, pour nombre de personnes, n'est pas nécessairement un obstacle au succès. Le courage, l'audace, la persévérance, l'esprit de suite, en un mot, ce qu'on appelle talent, valent souvent mieux qu'une fortune non appuyée par de telles qualités. Le petit Juif qui commence dans le commerce de la guenille et qui finit archimillionnaire démontre bien ce fait. Aux Etats-Unis, des milliers d'immigrés, débarqués des navires avec des habits râpés et des souliers éculés, sont souvent devenus d'incroyables réussites. Des faits analogues ne se sont produits chez les nôtres qu'à de très rares exceptions et seulement de date récente.

Il manquait à nos pères l'hérédité et la mentalité nécessaires. A la conquête, ils n'espéraient rien de plus que les moyens de nourrir leur famille et d'adorer leur Dieu. Aucun de leurs chefs de file ne savait comment les pousser vers les acquisitions terrestres, car ces chefs avaient, de par leur vocation même, presque tous renoncé aux biens de ce monde. De la sorte, pour ces fils de paysans, de coureurs des bois, de défricheurs, la lutte pour la domination, l'orgueil de vaincre, la création de richesses nouvelles, marchepied de la puissance, prenaient couleur de contes de Perrault.

Epouses de 12 à 15 ans

Dans l'ensemble, leur formation familiale, moralement bonne, était déplorable à plusieurs points de vue. Aux obstacles de la nature, aux hivers interminables, s'ajoutait la douloureuse nécessité d'accroître une force numérique, de peupler intensément. D'où la femme accablée de maternités multiples et l'homme écrasé prématurément de responsabilités. Les mariages trop précoces ne se comptaient plus. Avant et après la cession du Canada aux Anglais, ce *multiplicamini* faisait loi. La fille d'Abraham Martin fut mariée à 14 ans, de même que la petite-fille de Louis Hébert, Elizabeth Couillard. "Ceux qui avaient des filles, écrit l'historien Ferland, trouvaient facilement à les marier, les femmes étant beaucoup moins nombreuses que les hommes. Aussi, depuis cette époque (1632) jusque vers 1670, presque toutes les filles du pays se mariaient fort jeunes, souvent à 14, 13 et même 12 ans." La plupart des hommes prenaient épouse avant la vingtaine. Georges Langlois dans son *Histoire de la Population canadienne-française*, écrit: "En 1666, sur 661 célibataires du sexe féminin, il n'y en avait que 56 de plus de 15 ans, 36 de plus de vingt et 14 de plus de 30 ans; sur 1,495 célibataires du sexe masculin, il y en avait 22 de plus de vingt ans, 167 de plus de 30 ans et 56 de plus de 40.

Ce régime matrimonial à haute tension fut maintenu, avec des variations légères, tout au cours des dix-huitième et dix-neuvième siècles. On fabriquait des petits Canadiens en série. C'était le système Ford par anticipation. Les familles de 12, 15 ou 18 enfants étaient la règle. Des époux d'âge enfant se donnaient des enfants et ne pouvaient les élever qu'en enfants. Les foyers étaient débordants de marmots dont les parents ne pouvaient s'occuper qu'en gros, au petit bonheur.

Ils savaient "porter la croix"

La plupart des lacunes de notre éducation familiale proviennent de cet excès de fécondité. Et les écoles que l'on avait dans ce temps-là ne pouvaient y suppléer. C'est ce qui fait que le peuple canadien-français, sauf une petite élite, est demeuré, jusqu'aux environs de 1891, dans une ignorance profonde d'à peu près toutes les sciences qui font l'homme. L'école primaire, à peine organisée, ne servait qu'une minorité. Le nombre de nos illettrés était effarant. Il y eut sans doute un moment où au moins la moitié de la population ne savait ni lire ni écrire alors que l'autre moitié ne savait à peu près rien. Même en 1901, près de 18 pour cent de nos gens ne savaient ni lire ni écrire et 4 pour cent savaient lire, mais non pas écrire. On sait que d'innombrables X remplacent les signatures sur les anciens actes notariés. Plus près de nous, en 1920, une importante maison de commerce de Québec recevait, en règlement de marchandises vendues au cours de l'année, pour \$350,000 de billets paraphés d'une croix. Ainsi, le juge Routhier, composant l'hymne national, ne croyait pas dire si vrai, quand il écrivait: "Il sait porter la croix."

Tel fut notre point de départ. C'est dire que, depuis le début de ce siècle, nous avons fait des progrès d'une rapidité étonnante. Non seulement l'analphabétisme a disparu de chez nous, mais nous sommes en train de gagner du terrain sur les autres groupes ethniques dans

les domaines les plus divers. Bientôt, les nôtres entreront de plein pied dans la grande industrie, le grand commerce, la vie internationale. Pour y arriver, nous n'avons aucun besoin d'un stérile séparatisme.

On se mange les uns les autres

Encore faudrait-il que les Canadiens français sachent se libérer de certains défauts de caractère, de cette sorte de complexe d'infériorité qui a paralysé trop longtemps tous les efforts de coopération. Nos compatriotes les plus vilipendés, les plus injuriés les plus insultés ou jalouxés sont justement ceux-là qui ont fait le plus honneur à leur nationalité, tant dans le monde des affaires que dans les lettres et la politique.

Les uns, sous prétexte d'exercer un esprit critique hérité, nous rabâche-t-on, des Français, ou pour paraître intelligents, les autres, pour se donner en gardiens de la moralité publique et même privée, d'autres encore par mesquinerie ou par ambition frustrée, tous ces censeurs doués, hélas! du don d'infailibilité, mettent leur note aigre et discordante dans la symphonie. C'est à décourager les meilleures volontés.

Jusqu'à ces derniers temps du moins, la multitude de nos petits et moyens épargnants a été incapable de s'unir pour créer en commun. C'est en partie la raison pour laquelle tant d'essais de grande entreprise par les nôtres ont lamentablement raté. De sorte que les quelques fortunes amassées par des Canadiens de langue française n'auraient jamais existé sans les revenus multipliés chez nous par le placement de capitaux de provenance extérieure, surtout des Etats-Unis. Cette importation dite étrangère fut un immense bienfait, en ce sens qu'elle nous a dotés des moyens nécessaires au déclenchement de nos propres initiatives d'ordre pratique.

C'est grâce également aux revenus provenant des entreprises créées par le capital dit étranger que le gouvernement de Québec a pu, en ce dernier demi-siècle,

couvrir le territoire d'écoles spécialisées de toute sorte qui complètent le bagage culturel et meublent l'esprit des Canadiens français.

Jusqu'aux environs de 1915, presque toute notre jeunesse étudiante était plongée dans l'abstraction de la tête aux pieds. Notre élite se recrutait presque exclusivement dans les collèges classiques. Elle était pétillante d'idées générales, mais n'avait aucune préparation aux carrières économiques. Le classicisme avait cru nous donner des humanistes; il nous avait surtout procuré de petits hommes sans imagination, sans esprit créateur, sans puissance de sensibilité, sans pensée personnelle. Et nos universités ne valaient guère mieux.

Depuis, quel réveil! Non seulement nos collèges classiques se sont transformés quant à l'esprit, aux méthodes d'enseignement et à la qualité des professeurs, mais d'autres institutions ont poussé tout à côté qui sont en train de substituer LA RÉVANCHE DES CERVEAUX à LA RÉVANCHE DES BERCEAUX.

Le réveil d'un peuple

Là est le salut. Il n'est pas assurément dans un séparatisme qui ne nous apporterait absolument aucun avantage important, mais qui risquerait plutôt de *nous isoler dans un refus stupide de l'Amérique*. Notre peuple et ses dirigeants ont enfin compris. Plus que jamais on parle de culture et d'instruction en Laurentie. Qui en parle? Tout le monde. Sous la poussée d'une opinion en plein dégel, le gouvernement de Québec met tous ses millions disponibles au service de l'école. Le coût de l'enseignement, dans le Québec, s'est accru de \$128,000,000 en 1950 à \$303,000,000 en 1962-63, de source gouvernementale. Cet élan, commencé par la création, sous le gouvernement Gouin, de l'École des Hautes Études commerciales, et, un peu plus tard, sous Taschereau, par des Écoles des Beaux-Arts dans les villes de Québec et de Montréal, s'est continué sous les régimes consécutifs. Eco-

les de métiers, de techniciens, de spécialistes de toute sorte, ont couvert toutes les régions de cette province. En ces derniers temps, les universités elles-mêmes, gênées dans leurs finances, ont reçu les secours qui leur permettent de prendre un rang honorable dans l'Amérique universitaire.

Une campagne intense se poursuit actuellement dans tous les milieux pour amener les masses populaires à mesurer l'importance extrême du savoir humain en notre siècle. Et l'opinion s'est émue. On décrète, avec la gratuité de l'enseignement, la fréquentation obligatoire jusqu'à un âge plus avancé; on prie tous les possesseurs de la fortune privée de venir à la rescousse pour enrichir l'esprit de l'enfance et de la jeunesse, comme cela se pratique dans tous les pays avancés. Pourquoi? Parce que nous devons brûler les étapes.

Nous nous trouvons dans cette alternative: ou bien subir l'ascendant de voisins plus forts, mieux formés et plus utiles que nous-mêmes au point d'être obligés de nous fondre avec eux pour la bonne raison que nous y trouverions un mode de vie supérieure; ou bien de démontrer au monde extérieur aussi bien qu'à nos propres yeux que nous n'avons rien à envier à personne, que nous contribuons positivement au progrès de la science, des arts et des lettres, que des hommes et des femmes de chez nous, dans tous les champs de l'activité la plus noble de l'espèce, sont les égaux, sinon les maîtres des personnages les plus avancés du Nouveau-Monde, que notre formation nous permet de vivre aussi bien et même mieux qu'ailleurs, bref que nous sommes reconnus par les autres peuples comme un indispensable ferment de civilisation.

Restier ce que nous sommes, est-ce assez?

Force nous est de former des compétences supérieures dans tous les domaines et de les semer à travers le continent. Il me semble que, pour une minorité comme la nô-

tre, il n'y a pas d'autre moyen, pas d'autre espoir de durer. Des naïfs ou des simples d'esprit chercheront à nous persuader de fuir les contacts étrangers et de nous retirer dans le grand wigwam laurentien. Ceux-là nous incitent à garder ce que nous avons et à rester ce que nous sommes. C'est bien, c'est même beaucoup. Mais ce n'est pas assez. Le propre des vivants, c'est de changer sans cesse et d'acquérir. Les autres sont des morts. Aussi ne faut-il pas qu'un ministère de la Culture soit une défense CONTRE ceci ou cela: il doit être POUR une conquête. Le premier ministre Lesage a dit qu'il désirait faire du Québec "un foyer de rayonnement". C'est ainsi qu'il faut parler. Bravo! Car, "rayonner", ce n'est pas se replier sur soi-même. La grande victoire du français en Amérique sera de savoir absorber, franciser tout ce que la partie anglophone de ce continent peut nous offrir de bon et de salutaire. Ce serait pour nous une défaite et une lâcheté que de nous contenter de rester ce que nous sommes.

Au cours d'un débat à l'institut canadien des Affaires publiques, à Toronto, l'historien Frank H. Underhill déclarait, l'an dernier à nos compatriotes de langue anglaise: "Nous devrions davantage avoir confiance en nous-mêmes et en notre aptitude à concurrencer nos rivaux. Nous devrions imiter l'Angleterre de la première Elizabeth qui, accueillant les idées venues de toutes parts, a produit un Shakespeare." Il en était ainsi de la France, car, la France, c'était toute l'Europe. Le Québec ne saurait grandir qu'en étant toute l'Amérique. Car nous sommes des Nord-Américains. C'est pourquoi je souscris à cette autre déclaration du professeur Underhill: "Nous semblons suivre une fausse direction morale lorsque nous nous figurons que nous sommes plus purs que les Américains. C'est mal, c'est immoral."

Immoral en effet. Car il y a une certaine immoralité à refuser, par simple vanité de clocher, de capter à pleins poumons les souffles vivifiants de son époque.

Qui de nous enfoncera Einstein?

Pour concrétiser cette pensée, observons que plusieurs membres de l'agitation séparatiste feraient mieux d'exceller dans leur spécialité que de battre l'air de mots vides, dispersés par le vent. S'il y a là un poète, mieux vaudrait pour lui et pour son pays qu'il devînt un très grand poète plutôt qu'un piètre politicien. S'il y a là un philosophe, mieux vaudrait qu'il fût connu dans toute l'Amérique et en Europe comme un nouveau Descartes; s'il y a là un musicien, mieux vaudrait qu'il fit oublier à notre continent la pléiade de jazz et George Gershwin. S'il y a là un savant, mieux vaut qu'il laisse à l'humanité un héritage comme celui de Pasteur. Et ainsi de suite. Ne serait-il pas ainsi une façon plus noble et plus digne de servir la "race" et le monde?

J'imagine aisément, par exemple, un jeune chimiste du nom de Chaput, qui s'ennuyait beaucoup dans un milieu de fonctionnaires et qui rêvait de faire parler de lui. Supposons qu'il ait secoué son ennui pour se livrer corps et âme à sa science, qu'il soit allé de découverte en découverte, de lumière en lumière, jusqu'à ce qu'un jour une oeuvre de lui tirât cette exclamation du monde scientifique: "Enfin, un Canadien a enfoncé Einstein!" Ne croyez-vous pas que c'eût été le meilleur moyen, pour lui, d'aider à la permanence du fait français en Amérique? O politique! O politique! Que de talents tu nous a gâchés!

Aimez le pays de vos enfants

Pour résumer cette pensée, qui pénètre toutes les pages qui précèdent, je ne saurais mieux faire que de citer ces mots du profond Nietzsche, dans Zarathoustra:

"Ne pensez pas au pays de vos ancêtres. Pensez au pays de vos enfants!"

"O mes frères, je vous assigne une nouvelle noblesse: vous devez être pour moi des créateurs et des éducateurs et des semeurs de l'avenir..."

“Ce n’est pas votre origine qui vous fera désormais honneur, mais votre but! Votre volonté et votre pas qui veut vous dépasser vous-mêmes — que ce soit votre nouvel honneur!

“O mes frères! ce n’est pas en arrière que votre noblesse doit regarder, c’est au dehors! Vous devez être des expulsés de toutes les patries et de tous les pays de vos ancêtres!

“*Vous devez aimer le pays de vos enfants: que cet amour soit votre nouvelle noblesse...*

“Vous devez racheter par vos enfants d’être les enfants de vos pères: c’est ainsi que vous délivrez tout le passé!”

Je cite ce texte très profond et très juste en songeant à ces quelques centaines d’agitateurs dont tous les arguments reposent sur des momies et sur la réparation d’affronts séculaires. La plupart d’entre eux sont des morticoles. Ils en sont encore à leurs ancêtres au lieu d’en être à leurs enfants. Ils ne tiennent même aucun compte du continent sur lequel leurs fils et leurs petits-fils sont appelés à vivre, alors qu’eux-mêmes seront depuis longtemps à six pieds sous terre. Aucune vision du lendemain! Ils font de l’histoire à reculons.

Comment expliquer cet amour, cet enthousiasme pour les gestes inutiles? On a réussi, en ces milieux étranges, à s’hypnotiser au point que l’on imagine qu’il suffira aux Canadiens de langue française de se proclamer indépendants et “séparatés” pour que les ignorants deviennent des savants, les imbéciles, des génies, les paralytiques, des joueurs de football, les incapables, des agissants invincibles, les jaloux et calomniateurs, des anges de charité, les égoïstes, des êtres pleins d’abnégation, les prétentieux, des modestes, les salauds, des gentlemen, les insignifiants, des créateurs.

Pourtant, on peut croire que l’indépendance seule n’ajoutera rien, absolument rien à ce qui est si l’on ne se

voue pas tout d'abord et avant tout à la *patrie de nos enfants*.

Fleurs fanées et fleurs nouvelles

Donc, le premier de nos devoirs ne consiste pas à placer des fleurs fanées sur les pieds des cadavres, non plus à semer la zizanie, la haine et la division dans un grand pays qui a tout pour être puissant et heureux, mais de préparer une nouvelle génération de haute culture — à base de français si l'on veut — qui donnera à l'Amérique et au monde des écrivains supérieurs, des artistes supérieurs, des industriels supérieurs — et pas seulement honnêtes —, des techniques supérieures, en un mot, des personnalités marquantes et non une collectivité amorphe et servile, des hommes capables de démontrer que leur présence est utile à leur époque. Autrement, nous avons l'air d'appartenir aux existences inutiles.

C'est à cette condition seulement que le groupe de langue française de la *nation canadienne* échappera à l'effacement total. Le reste n'est que dérision et cabotinage, sinon une trahison pure et simple, la trahison du pays de nos enfants.

On cherche à créer la mystique de l'indépendance — une fausse indépendance — en proférant ce cri qui vise à l'hystérie collective: SEPARONS-NOUS DU CANADA!

A ce mot d'ordre, il faut répondre par celui-ci: EMPARONS-NOUS DU CANADA! Non par le sang et les larmes, mais par la vigueur de notre pensée et l'excellence de nos oeuvres, ces armes impérissables.

FIN

Table des matières

Un mot à nos demi-frères	9
--------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

1 — Que nous offre-t-on? Rien	23
2 — Est-ce le pacte fédéral qui gêne nos libertés de croire et de penser?	27
3 — Qui contrôle nos écoles, nos universités et autres instruments de culture?	32
4 — La sécession nous rendrait-elle davantage maîtres de notre destinée?	36
5 — En quoi la sécession pourrait-elle accroître notre prestige racial et alimenter notre fierté nationale?	40
6 — En quoi l'indépendance serait-elle une mine d'or?	46
7 — Les deux milliards que nous soutire le fédéral	53
8 — Un million de sacrifiés	57

DEUXIÈME PARTIE

1 — Une théorie fondée sur l'ignorance de l'histoire et de la nature	67
2 — Où nous conduirait l'unilinguisme prêché par les séparatistes?	74
3 — Nationalisme ou jingoïsme des faibles	89
4 — Les alliés clandestins du séparatisme	97
5 — Le salut d'un peuple, c'est l'esprit	111

BIBLIOTHÈQUE
SANT-SUPIRE

ACHEVÉ D'IMPRIMER
À L'IMPRIMERIE JUDICIAIRE ENRG.
LE QUATRIÈME JOUR DE JUIN
DE L'AN MIL NEUF CENT SOIXANTE-DEUX
POUR LES ÉDITIONS DE L'HOMME



**POURQUOI
JE SUIS
ANTISÉPARATISTE**



Jean-Charles Harvey, probablement le plus brillant de nos polémistes, croit fermement que les Canadiens de langue française sont appelés à jouer un rôle prépondérant dans l'avenir du Canada. Il repousse énergiquement l'idée de sécession autour de laquelle s'agitent quelques milliers de jeunes gens influencés par des chefs qui, dit-il, ont plus de voile que de gouvernail. De là ce volume, "Pourquoi je suis antiséparatiste", éloquent réquisitoire contre les agents de dissolution nationale.

Il a de ces formules lapidaires qui se fixent en profondeur dans l'esprit. Par exemple, à propos, il écrira que LA REVANCHE DES CERVEAUX doit succéder à la REVANCHE DES BERCEAUX.

A la devise: SEPARONS-NOUS DU CANADA, il oppose: EMPARONS-NOUS DU CANADA! Il veut cette conquête non dans le sang et les larmes, mais par le savoir, la compétence et les oeuvres.

A ceux qui vivent parmi les tombeaux du traditionalisme, il emprunte cette phrase géniale de Nietzsche: "NE PENSEZ PAS A LA PATRIE DE VOS ANCETRES: PENSEZ A LA PATRIE DE VOS ENFANTS".

Dans un chapitre préliminaire qui s'adresse aux Canadiens de langue anglaise, il appelle ceux-ci NOS DEMI-FRERES, parce que, dit-il, ils ne sont pas de la même mère.



LES ÉDITIONS DE L'HOMME